

ROYAUME DE BELGIQUE.  
-----

KONINKRIJK BELGIE.  
-----

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.  
-----

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.  
-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 30 août 1982, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les chapitres Ier, VII et VIII du Titre II de la loi communale", a donné le 15 septembre 1982 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e augustus 1982 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de hoofdstukken I, VII en VIII van Titel II van de gemeentewet", heeft de 15e september 1982 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.A. Examen de la teneur du projet par rapport à l'objectif poursuivi par le Gouvernement.

Le projet tend à renforcer l'autonomie communale en allégeant le poids de la tutelle administrative.

Comme l'indique l'exposé des motifs, parmi les procédés de tutelle obligatoire, seules subsistent l'approbation et la substitution de décision. Le procédé de l'autorisation, auquel d'ailleurs peu d'actes sont soumis, est entièrement supprimé.

Quant au procédé de l'approbation, le projet ne le maintient qu'à l'égard des actes ayant un des objets suivants :

- 1) le budget;
- 2) les comptes;
- 3) les cadres et les conditions de recrutement, d'avancement et de rémunération des agents;
- 4) les marchés de travaux, de fournitures et de services (1).

-----

.../...

- (1) Le projet laisse inchangé l'article 85 de la loi communale qui soumet à l'approbation de la députation permanente les délibérations du conseil communal qui suspendent pour un terme de trois mois ou plus, ou qui révoquent les "employés salariés" de la commune et qui ouvre au conseil communal et à l'employé, un recours auprès du Roi, contre la décision de la députation permanente. L'exposé des motifs qualifie ce procédé de "réformation sur recours"; selon l'arrêt du Conseil d'Etat du 19 juin 1968, n° 13.030, il s'agit plutôt d'une tutelle d'approbation à deux degrés (Rec. jur. dr. adm. et du Conseil d'Etat 1969, p. 142, avec observations M.-L. THOMAS).

En ce qui concerne la tutelle facultative, l'exposé des motifs relève qu'aucune modification n'est apportée à la tutelle d'annulation. Par contre, il ne donne aucune indication au sujet de la tutelle par substitution d'action. Pour ce qui est de l'envoi d'un commissaire spécial, on doit observer que le projet n'abroge pas l'article 88 de la loi communale qui prévoit cette mesure. Pour ce qui est de l'inscription d'office des dépenses obligatoires au budget de la commune, procédé autorisé par l'article 133 de la loi communale, le (fonctionnaire délégué) a déclaré que le Gouvernement ne s'est pas encore prononcé formellement sur le maintien ou la suppression de cette forme de tutelle.

Il importe de vérifier si le projet correspond complètement à l'objectif du Gouvernement.

I. En ce qui concerne la loi communale, le projet laisse inchangés certains articles qui devraient être modifiés pour atteindre l'objectif du Gouvernement, objectif qui est de réduire les cas de tutelle obligatoire. Le fonctionnaire délégué en a convenu. Il a exprimé son accord pour que le projet soit complété à cette fin par des dispositions modifiant des articles de la loi communale qui ne sont pas visés par le texte soumis au Conseil d'Etat.

II. En dehors de la loi communale, il est d'autres lois qui soumettent des actes déterminés de l'autorité communale à des formes de tutelle obligatoire.

.../...

Les lois dont il s'agit sont si nombreuses que le projet deviendrait trop complexe si le Gouvernement lui assignait comme objet de modifier également ces lois de manière expresse. C'est pourquoi l'article 9 du projet habilite le Roi à les modifier pour les mettre en concordance avec la loi en projet. Un texte sera proposé ci-dessous en vue de définir de manière exacte l'objet de l'habilitation (article 28 du texte proposé).

B. Suggestion de mise en concordance de la loi communale avec la loi du 26 juillet 1971.

La loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes a apporté de manière implicite diverses modifications à la loi communale.

Le présent projet de loi fournit l'occasion d'y adapter le texte de la loi communale.

C. Confrontation du projet avec les dispositions fondamentales fixant les principes applicables à la tutelle sur les actes de l'autorité communale.

I. Rappel des dispositions fondamentales relatives à la matière.

a) L'article 108, alinéa 3, de la Constitution.

.../...

C'est l'article 108 de la Constitution, révisé notamment le 20 juillet 1970, qui à la fois consacre l'autonomie des provinces et des communes et sa limite en prévoyant l'institution d'un pouvoir de tutelle.

L'alinéa 3 inséré le 17 juillet 1980 dans ledit article 108 porte :

"En exécution d'une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 1er, dernier alinéa, l'organisation et l'exercice de la tutelle administrative peuvent être réglés par les Conseils de la communauté ou de la région".

b) La loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

L'article 7, a, de la loi spéciale dispose notamment comme suit :

"Article 7.-

Sont de la compétence des Régions l'organisation des procédures, ainsi que l'exercice de la tutelle administrative sur ... les communes :

- a) en ce qui concerne la tutelle administrative ordinaire, qui comprend toute forme de tutelle instituée par la loi communale, ... ou la loi du 26 juillet 1971; en ce qui concerne notamment les budgets, les comptes annuels, les cadres du personnel" (1) (2).

.../...

-----

- (1) L'article 7, alinéa 2, contient une disposition transitoire applicable à des communes déterminées : "A titre transitoire, les Régions ne sont toutefois pas compétentes pour la tutelle administrative ordinaire en ce qui concerne la province de Brabant et les communes énumérées aux articles 7 et 8 des lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966".
- (2) L'article 94 contient une disposition transitoire de caractère général : "Sans préjudice de l'article 84, §§ 2 et 3, les autorités chargées d'attributions par les lois et règlements dans les matières relevant de la compétence des Communautés et des Régions continuent d'exercer ces attributions selon les procédures fixées par les règles existantes, tant que celles-ci n'auront pas été modifiées ou abrogées par leurs Conseils ou leurs Exécutifs".

L'exposé des motifs précise comment se répartissent la compétence qui est maintenue à l'autorité nationale et celle qui est dévolue aux Régions :

"4° L'exercice de la tutelle administrative.

Il est entendu que seule la loi nationale pourra modifier la détermination d'un acte soumis à tutelle ainsi que la limite du contrôle de tutelle y exercée.

Par conséquent le décret pourra réglementer cette matière au seul niveau de "l'organisation de la procédure". Comprise dans un sens large, cette expression vise toutes les normes de lois organiques des pouvoirs subordonnés qui traitent de la désignation des autorités tutélaires (et par là, l'attribution de compétences qui leur est faite) mais aussi de toute la procédure afférente à l'exercice de cette tutelle (par exemple, les délais, instruction du recours, notification du recours, caractère exécutoire de la décision, etc ...).

De Région à Région, pour un même acte contrôlé dans les mêmes limites de contrôle tutélaire, les autorités compétentes ainsi que les modalités d'exercice de cette compétence pourront seules varier.

La Région est compétente pour la tutelle administrative ordinaire. Celle-ci comprend chaque forme de tutelle organisée par la loi communale, la loi provinciale ou la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes ...

La tutelle administrative spécifique comprend chaque forme de tutelle organisée par un décret ou une autre loi que celles mentionnées à l'alinéa précédent.

... (Doc. parl. Sénat, sess. 1979-1980, n° 434/1; pages 32-33) " (1).

-----

.../...

(1) On trouve des considérations semblables dans :

- a) le rapport fait au nom de la Commission de révision de la Constitution et des réformes institutionnelles du Sénat par M. ANDRE et Mme PETRY (Doc. parl. Sénat, sess. 1979-1980, n° 434/2, pages 211-214).
- b) rapport fait au nom de la Commission de révision de la Constitution et des réformes institutionnelles par MM. LE HARDY de BEAULIEU et DE GREVE (Doc. parl. Ch., sess. 1979-1980, n° 627/10, pages 99-102 et 113-119).

c) La loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires coordonnée le 20 juillet 1979.

La loi indiquée reste applicable à la Région bruxelloise. Son article 2 porte qu' "Une politique régionale différenciée se justifie en tout ou en partie dans (la matière de) : ... "9° l'organisation des pouvoirs subordonnés".

L'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières concernant l'organisation des pouvoirs subordonnés où une politique régionale différenciée se justifie contient notamment les dispositions suivantes :

"Article 1er. Sans préjudice des limitations prévues dans le présent arrêté, les Comités ministériels des Régions sont ... compétents pour :

- 1° l'élaboration de toute disposition légale ou réglementaire dont l'application se limite à la région ...
- 2° l'exécution de ces dispositions légales et réglementaires ... .

Article 5, § 1er. L'article 1er du présent arrêté est applicable aux actes de tutelle administrative ordinaire ainsi qu'aux actes de tutelle administrative spécifique.

§ 2. La tutelle administrative ordinaire comprend chaque forme de tutelle organisée par la loi communale ... ou la loi du 26 juillet 1971 ...; elle vise notamment les budgets, les comptes annuels et les autres actes des pouvoirs subordonnés, sauf en ce qui concerne les actes ... de la ville de Bruxelles et des communes énumérées aux articles 7 et 8 de l'arrêté royal du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative".

.../...

II. Aperçu des règles en vigueur avant la loi spéciale pour la tutelle sur les actes de l'autorité communale.

La législation est déjà très complexe : les règles varient non seulement selon les Régions, mais encore selon les communes.

a) Le régime de droit commun.

Pour l'ensemble des communes :

- la détermination des actes soumis à la tutelle ordinaire est faite par la loi communale;
- la désignation de l'autorité compétente pour exercer cette tutelle est également faite par la loi communale.

b) Les régimes particuliers.

1. La ville de Bruxelles.

La ville de Bruxelles est soumise :

- en ce qui concerne la détermination des actes soumis à la tutelle ordinaire, à la loi communale;
- en ce qui concerne la désignation de l'autorité compétente pour exercer la tutelle, à la loi du 26 juillet 1971.

.../...

Cette autorité est le Roi (loi citée, article 56, § 1er). La décision du Roi ne doit pas être précédée de la délibération du comité ministériel de la région bruxelloise (arrêté royal du 6 juillet 1979, article 5, § 2);

- pour ce qui concerne les modalités d'exercice de la tutelle d'approbation, à l'article 56, § 4, de la loi du 26 juillet 1971.

Selon le régime particulier, les actes soumis à approbation sont exécutoires de plein droit dans un délai déterminé, sauf refus d'approbation par l'autorité de tutelle (1).

2. Les communes de l'agglomération bruxelloise autres que Bruxelles.

Les communes indiquées sont soumises :

- en ce qui concerne la détermination des actes soumis à la tutelle ordinaire, à la loi communale;
- en ce qui concerne la désignation de l'autorité compétente pour exercer ladite tutelle, à la loi du 26 juillet 1971.

.../...

-----  
(1) L'article 56, § 4, de la loi du 26 juillet 1971 dispose :

"§ 4. Les décisions soumises à l'approbation sont exécutoires de plein droit, si elles n'ont été improuvées par l'autorité de tutelle dans les quarante jours de leur réception par le ministre compétent ou la députation permanente du conseil provincial selon le cas.

Ce délai peut être prorogé par une décision motivée de l'autorité de tutelle, qui fixe le nouveau délai dans lequel elle statuera.

Toute improbation est motivée".

Cette autorité est le Roi (loi citée, article 56, § 1er). Pour les communes dont il s'agit ici, la décision du Roi doit être précédée d'une délibération du comité ministériel de la région bruxelloise (arrêté royal du 6 juillet 1979, article 5, § 2);

- pour ce qui concerne les modalités d'exercice de la tutelle d'approbation, à l'article 56, § 4, de la loi du 26 juillet 1971, disposition déjà citée plus haut.

3. Les communes énumérées aux articles 7 et 8 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

Les communes indiquées sont soumises :

- en ce qui concerne la détermination des actes soumis à la tutelle ordinaire, à la loi communale;
- en ce qui concerne la désignation de l'autorité compétente pour exercer ladite tutelle, à la loi communale.

### III. Observations relatives à la modification de la législation.

a) Au point de vue de la détermination de l'autorité compétente.

En vertu de l'article 108, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980, le pouvoir de modifier la législation relative à la tutelle sur les actes de l'autorité communale est réparti entre plusieurs autorités distinctes : le pouvoir législatif national et les Conseils régionaux.

.../...

1. En ce qui concerne la détermination des actes soumis à tutelle et le mode de tutelle, la compétence du législateur national est restée intacte. Il lui suffit de modifier la loi communale.

Aucune difficulté majeure ne se pose lorsqu'il s'agit d'actes déjà soumis à tutelle.

Les difficultés naissent lorsqu'il s'agit d'actes que le législateur national entend soumettre désormais à une tutelle. On peut citer à cet égard l'article 76, 3°, de la loi communale, en projet, dans la mesure où cette disposition soumet à approbation les délibérations du conseil communal relatives aux conditions de recrutement et d'avancement des agents de la commune. Dans un tel cas, la compétence du législateur national de soumettre des actes déterminés à approbation risque de demeurer inopérante pour les communes pour lesquelles ce n'est pas lui mais l'autorité régionale qui a le pouvoir de désigner l'autorité chargée d'exercer la tutelle. Cette situation est celle des communes des deux Régions auxquelles la loi spéciale est applicable, à l'exception des communes énumérées aux articles 7 et 8 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

2. En ce qui concerne la désignation de l'autorité qui exerce la tutelle et l'organisation des procédures, le législateur national a cessé d'avoir compétence pour les communes des deux Régions auxquelles la loi spéciale est applicable : cette compétence a été dévolue aux Régions (loi spéciale, article 7).

Toutefois dans la matière dont il s'agit, le législateur national est resté compétent pour les communes de la Région bruxelloise et pour celles des autres communes qui sont énumérées aux articles 7 et 8 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

.../...

b) Proposition d'adaptation de l'article 75, alinéa 4, de la loi communale.

L'article 75, alinéa 4, de la loi communale a pour objet d'énoncer la règle générale que les actes du conseil communal ne sont soumis à la tutelle d'approbation que dans les cas déterminés par la loi. Cette disposition est rédigée comme suit :

"Les délibérations du conseil communal ne doivent être approuvées par le Roi ou la députation permanente du conseil provincial que dans les cas formellement prévus par la loi".

Il y a lieu de mettre la disposition reproduite en concordance avec la loi spéciale. Comme cette loi a transféré du législateur national aux conseils régionaux le pouvoir de désigner l'autorité compétente pour exercer la tutelle sur les actes des autorités des communes des Régions flamande et wallonne, il y a lieu de remplacer à l'article 75, alinéa 4, les mots "par le Roi ou par la députation permanente du conseil provincial" par les mots "l'autorité de tutelle" (article 1er du texte proposé).

c) Incidence sur la tutelle des agglomérations.

Il importe de relever que le projet aura une incidence importante sur la tutelle des agglomérations. En effet, l'article 56, § 1er, alinéa 2, de la loi du 26 juillet 1971 contient, pour la détermination des actes soumis à tutelle, une référence à la loi communale.

.../...

EXAMEN DU TEXTE.Intitulé.

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier s'il ne conviendrait pas de donner au projet un intitulé moins abstrait, par exemple : "Projet de loi modifiant les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des autorités communales".

Dispositif.

Un texte sera proposé ci-après pour l'ensemble du projet de loi. Les commentaires qu'il appelle sont groupés ci-dessous selon l'ordre des matières dans la loi communale et subsidiairement en suivant l'ordre des dispositions du projet.

Articles 1er, 2 et 5.

A. L'économie générale de ces articles est de remplacer l'article 76 de la loi communale par des dispositions qui, soit font l'objet d'autres dispositions législatives, notamment de l'article 77, soit sont nouvelles, et d'abroger l'article 77 et une partie de l'article 84, § 1er.

B. Aucune des dispositions maintenues n'est reprise de l'article 76. Dès lors, il convient plutôt d'abroger cet article et de maintenir partiellement l'article 77. Le fonctionnaire délégué a marqué son accord sur cette proposition.

.../...

Les raisons pour lesquelles se recommande le maintien partiel de l'article 77 plutôt que son remplacement ressortiront des observations ci-après.

C. La phrase liminaire de l'article 76 proposé par le Gouvernement dispose comme suit :

"Sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle, les délibérations du conseil sur les objets suivants : ...".

A juste titre, le Gouvernement s'est borné à mentionner l'autorité de tutelle en général, plutôt qu'à la déterminer, puisque cette détermination échappe à la compétence du législateur national dans les communes soumises à la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

L'article 77 actuellement en vigueur dispose notamment comme suit :

"Sont soumises à l'approbation de la députation permanente du conseil provincial les délibérations des conseils communaux sur les objets suivants :

- 1° à 7° : (sans intérêt puisqu'ils sont déjà abrogés ou doivent l'être par le projet);
- 8° les budgets des dépenses communales et les moyens d'y pourvoir;
- 9° le compte annuel des recettes et dépenses communales;
- 10° (abrogé).

En cas de refus d'approbation, les communes intéressées pourront recourir au Roi.

Un recours au Roi est ouvert au gouverneur de la province contre les décisions de la députation permanente du

.../...

conseil provincial sur les objets visés aux 8° et 9° du présent article.

Ce recours doit être exercé dans les dix jours à dater de la décision qui en fait l'objet.

Il doit être notifié à la députation permanente, au plus tard le jour qui suit le recours. Le recours est suspensif de l'exécution pendant trente jours, à dater de la notification. Si, dans ce délai, il n'a pas été statué, la résolution de la députation permanente sera exécutoire. Toutefois, en cas de nécessité, le délai peut être prorogé pour un nouveau terme de trente jours, par un arrêté royal motivé.

L'autorité supérieure peut faire recueillir, tant sur les lieux que par correspondance, tous renseignements et éléments utiles à l'instruction des recours prévus ci-dessus".

La phrase liminaire de cet article détermine l'autorité compétente pour exercer la tutelle. Cette autorité est en principe la députation permanente. Mais la disposition est modifiée implicitement pour les communes de l'agglomération bruxelloise, par l'article 56, § 1er, de la loi du 26 juillet 1971, qui désigne le Roi (1). Elle ne peut être modifiée par le législateur national que pour les communes qui ne sont pas soumises à la loi spéciale.

La non-modification par le texte proposé par le Conseil d'Etat de la phrase liminaire de l'article 77 doit donc être entendue comme devant permettre l'application de l'article 94 de la loi spéciale et, par conséquent, comme maintenant la compétence de

.../...

— — — — —  
(1) L'article 95, 1°, de la loi du 26 juillet 1971 charge le Roi, par arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres et soumis à ratification, de mettre les textes des lois qui sont modifiés par cette loi en concordance avec celle-ci. Le Gouvernement n'a pas fait usage de cette habilitation.

la députation permanente aussi longtemps que les Conseils régionaux n'auront pas, en ce qui concerne leur Région respective, désigné une autre autorité chargée de la tutelle dont il s'agit.

L'alinéa 2 de l'article 77 édicte une règle de procédure : recours au Roi contre le refus d'approbation. Cet alinéa est abrogé implicitement par l'article 56, § 1er, de la loi du 26 juillet 1971 en ce qui concerne les communes de l'agglomération bruxelloise. Il ne peut être modifié par le législateur national qu'en ce qui concerne les communes visées aux articles 7 et 8 des lois coordonnées du 18 juillet 1966.

La même observation vaut pour les alinéas 3 à 6 du même article.

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué que le Gouvernement n'entend pas simplifier la procédure d'approbation des budgets et des comptes en supprimant le deuxième degré, uniquement pour les communes qui relèvent de la compétence du législateur national.

Compte tenu de ce qui précède, et réserve faite de l'article 76 nouveau, 3°, de la loi communale selon le texte du projet, les articles 1er et 2 du projet pourraient être rédigés comme il est proposé aux articles 2 et 3 du texte ci-après.

D. Le 3° de l'article 76 nouveau de la loi communale, selon le texte du projet, soumet à l'approbation de l'autorité de tutelle : "3° les cadres ainsi que les conditions de recrutement, d'avancement et de rémunération des agents de la commune". Cette disposition doit être rapprochée de l'article 5 du projet, qui abroge les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 84, § 1er, de la loi communale.

Ces matières font actuellement l'objet de dispositions éparses.

1° L'article 84, § 1er, alinéas 2 à 5, de la loi communale concerne l'approbation des cadres. Ces alinéas sont rédigés comme suit :

"Sans préjudice des dispositions de l'article 56 de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, les décisions relatives à la fixation des cadres sont soumises à l'approbation :

1° du Roi, s'il s'agit de communes comptant d'après le dernier recensement général plus de 20.000 habitants, ou qui, en application de l'article 130, ont été classées dans une catégorie afférente à des communes comptant plus de 20.000 habitants.

Le Roi peut déléguer ce pouvoir au gouverneur pour les catégories de communes qu'il détermine. Il peut réformer toute décision prise par le gouverneur en vertu de cette délégation, dans un délai de soixante jours à compter de la notification de cette décision à la commune sous pli recommandé à la poste. Il peut proroger ce délai pour une période de soixante jours maximum;

2° du gouverneur, s'il s'agit des autres communes.

Les décisions soumises à l'approbation sont exécutoires de plein droit si elles n'ont été improuvées par l'autorité de tutelle dans les nonante jours de leur réception. Ce délai peut être prorogé, par une décision motivée, pour une période de nonante jours maximum.

Toute décision d'improbation doit être motivée.

Les décisions du gouverneur sont publiées par extrait au "Mémorial administratif" et notifiées à la commune, dans les trente jours, sous pli recommandé à la poste".

Il ressort de ces dispositions que les cadres sont soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle. Ce principe, qui relève du législateur national, est maintenu par le projet.

.../...

Pour le surplus, la loi désigne l'autorité compétente pour approuver, et organise une procédure d'approbation.

L'autorité compétente est :

- le Roi pour les communes qui font partie d'une agglomération;
- le Roi pour les communes de plus de 20.000 habitants et pour les communes assimilées;
- le gouverneur pour les autres communes.

Les règles de procédure sont, pour les communes qui ne font pas partie d'une agglomération, la motivation des imputations et la publication des arrêtés d'approbation du gouverneur (1). Elles sont déterminées pour les communes qui font partie d'une agglomération, par l'article 56, § 4, de la loi du 26 juillet 1971.

Les dispositions relatives à la détermination de l'autorité compétente pour approuver et à la procédure d'approbation ne peuvent être modifiées par le législateur national que pour les communes qui ne sont pas soumises à la loi spéciale.

En ce qui concerne la détermination de l'autorité compétente pour approuver, le projet appelle les mêmes observations que les dispositions relatives aux budgets et aux comptes. Le législateur national n'est compétent que pour les communes qui ne sont pas soumises à la loi spéciale. L'abrogation des alinéas 2 à 4 (lire : à 5) de l'article 84, § 1er, de la loi communale aurait pour effet de maintenir la compétence du Roi pour les communes qui font partie de l'agglomération bruxelloise et de laisser indéter-

.../...

— — — — —  
(1) La publication des arrêtés royaux est réglée par l'article 56, § 1er, alinéas 4 et 5, des lois coordonnées du 18 juillet 1966.

minée l'autorité de tutelle qui doit approuver les cadres du personnel des communes énumérées aux articles 7 et 8 des lois coordonnées du 18 juillet 1966. En vertu de la loi spéciale, le législateur national est sans pouvoir pour les autres communes.

En ce qui concerne la procédure, et pour les communes qui ne sont pas soumises à la loi spéciale, le projet aurait pour effet de supprimer toute procédure d'improbation; il irait ainsi à l'encontre de la tendance de la législation la plus récente à prescrire la motivation des arrêtés d'improbation (loi communale, article 84; loi du 14 février 1961, article 71, § 1er, alinéa 3; loi du 26 juillet 1971, article 56, § 4; loi du 8 juillet 1976, article 110).

Il va de soi qu'en ce qui concerne les communes qui sont soumises à la loi spéciale, le législateur national est sans pouvoir pour modifier les règles de la procédure.

Il ressort de ce qui précède que l'article 84, § 1er, de la loi communale ne doit être modifié que si le Gouvernement entend le faire en ce qui concerne l'autorité de tutelle compétente et la procédure d'approbation pour les communes qui relèvent de la compétence du législateur national.

2° L'approbation des conditions de rémunération fait l'objet notamment des dispositions suivantes :

- Loi du 14 février 1961, article 71, § 1er.

"Le statut pécuniaire et les échelles de traitements des agents des provinces et des communes, à l'exception des

.../...

agents qui sont visés par la loi du 3 juin 1957 modifiant la loi communale ou par la loi du 29 mai 1959 modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique ou artistique, sont fixés par le conseil provincial ou communal, dans la limite des dispositions générales arrêtées par le Roi.

Ils sont fixés notamment selon l'importance des attributions, le degré de responsabilité et les aptitudes générales et professionnelles requises, compte tenu de la place occupée par les agents dans la hiérarchie de l'administration provinciale ou communale.

Les décisions des conseils provinciaux relatives à la fixation des statuts pécuniaires et des échelles de traitements des agents visés par le présent paragraphe sont soumises à l'approbation du Roi; celles des conseils communaux sont soumises à l'approbation du gouverneur. Toute décision d'improbation doit être motivée".

- Loi communale, article 111, § 1er, phrase liminaire.

"Le conseil communal fixe l'échelle du traitement du secrétaire communal, avec l'approbation du gouverneur, dans les limites minimum et maximum déterminées ci-après : ...".

- Loi communale, article 122, alinéa 1er.

"Le conseil communal fixe l'échelle des traitements du receveur communal avec l'approbation du gouverneur".

- Loi communale, article 127bis, § 1er.

"Le traitement des commissaires de police et de leurs adjoints est fixé par le conseil communal, sous l'approbation du gouverneur".

Dans toutes ces dispositions, celles qui prévoient l'intervention du conseil communal ne sont utiles que si elles interdisent implicitement toute délégation. En effet, en vertu de l'ar-

.../...

ticle 75, alinéa 1er, de la loi communale, "le conseil communal règle tout ce qui est d'intérêt communal". Les dispositions en tout cas nécessaires sont celles qui soumettent les délibérations du conseil communal à l'approbation du gouverneur. Dans cette mesure, elles sont modifiées implicitement par l'article 56, § 1er, de la loi du 26 juillet 1971 qui remplace l'approbation du gouverneur par celle du Roi pour les communes qui font partie d'une agglomération.

La seule règle de procédure commune à la loi du 14 février 1961 et à la loi du 26 juillet 1971 est celle qui prescrit la motivation des arrêtés d'improbation.

Cela étant, le projet, qui ne touche ni à l'article 71 de la loi du 14 février 1961, ni aux articles 111, § 1er, 122, alinéa 1er, et 127bis, § 1er, de la loi communale, ne modifie pas la législation en vigueur qui a trait à l'approbation des délibérations relatives aux conditions de rémunération des agents de la commune.

Il y a dès lors lieu d'omettre les mots "et de rémunération" à l'article 76, 3°, de la loi communale tel qu'il devrait ressortir de l'article 1er du projet. Mais il y a lieu aussi de compléter l'article 71, § 1er, de la loi du 14 février 1961 par une disposition qui mette l'alinéa 3 en concordance avec l'article 56 de la loi du 26 juillet 1971. Tel est l'objet de l'article 26 du texte proposé.

3° En tant qu'il soumet les conditions de recrutement et d'avancement des agents de la commune à l'approbation "de l'autorité de tutelle", le projet institue une nouvelle catégorie

.../...

d'actes soumis à approbation. Dans cette mesure, il relève de la compétence du législateur national. Tout au plus appartient-il au Conseil d'Etat de faire ressortir que l'approbation de ces actes, qui avait été prévue par la loi du 14 février 1961, a été supprimée par la loi du 27 juillet 1961. Cette loi a modifié en effet l'article 84, § 1er, de la loi communale en ne laissant au conseil communal le pouvoir de fixer les conditions de recrutement et d'avancement, aussi bien d'ailleurs que les cadres, que "dans la limite de dispositions générales arrêtées par le Roi". Le Roi n'a usé que partiellement de cette habilitation (1).

Pour le surplus, il y a lieu de rappeler ici l'observation déjà faite en ce qui concerne le risque d'inopérance de la disposition pour les communes qui sont soumises à la loi spéciale : le législateur national ne peut qu'établir le principe de l'approbation. Pour les communes qui relèvent de la compétence du législateur national, il est loisible à ce dernier de compléter l'article 84, § 1er, de la loi communale par une disposition qui désigne l'autorité appelée à approuver et qui fixe la procédure d'approbation (article 6 du texte proposé).

#### Articles 3 et 4.

Ces articles remplacent par un seul article des dispositions qui figurent actuellement aux articles 81 et 82 de la loi communale.

A. L'alinéa 1er reprend l'article 81, alinéa 1er, actuel. Le but de la disposition nouvelle est de supprimer la tutelle d'approbation sur les délibérations par lesquelles le conseil communal

.../...

-----  
(1) Arrêtés royaux des 20 juillet 1976 (secrétaire communal, secrétaire communal adjoint et receveur communal), 2 avril 1979 (agent de police) et 13 septembre 1979 (garde champêtre en chef)

arrête les conditions de location et de fermage et de tous autres usages des produits et revenus des propriétés de la commune. Seule demeure la disposition consacrant la compétence du conseil communal.

La compétence du conseil communal est en l'occurrence de droit commun en vertu de l'article 75, alinéa 1er.

La disposition n'est utile que si le législateur entend réserver au conseil communal la matière qu'elle règle, donc interdire toute délégation au collège des bourgmestre et échevins (article 4 du texte proposé).

B. C'est pour la même raison qu'il s'indique de maintenir l'article 81, alinéa 2, nouveau, qui reprend la première phrase de l'article 82. Cet alinéa doit être compris en ce sens que le conseil communal a seul le pouvoir d'accorder aux locataires ou fermiers de la commune, les remises qu'ils ont le droit de réclamer, aux termes de la loi ou en vertu de leur contrat.

En l'absence d'un texte exprès, il ne serait pas évident qu'une telle compétence relevât des pouvoirs du conseil communal. On pourrait soutenir qu'il s'agit d'un pouvoir d'exécution des lois ou des contrats, attribué au collège des bourgmestre et échevins ou au bourgmestre, selon le cas, en vertu de l'article 90 de la loi communale.

La première phrase de l'article 82 actuel ne soumet pas la délibération du conseil communal à la tutelle spéciale d'approbation.

.../...

C. Suivant la deuxième phrase de l'article 82 actuellement en vigueur :

"... toutefois, lorsqu'il s'agit de remises réclamées pour motif d'équité et non prévues par la loi ou le contrat, le conseil ne peut les accorder que sous l'approbation du Roi, lorsqu'il s'agit d'une commune qui fait partie d'une agglomération, ou sous l'approbation de la députation permanente, lorsqu'il s'agit d'une autre commune".

Une telle disposition a une double portée. D'une part, elle réserve au conseil communal un pouvoir bien précis; d'autre part, elle soumet les délibérations relatives à cet objet à une tutelle spéciale d'approbation.

La suppression de la tutelle d'approbation n'appelle pas d'observation.

La suppression de la disposition relative à la compétence du conseil communal, rapprochée du maintien de la première phrase de l'article 82 actuellement en vigueur, risque d'être interprétée comme entraînant l'interdiction pour le conseil communal d'accorder aux locataires ou fermiers des remises réclamées pour des motifs d'équité et non prévues par la loi ou par le contrat.

Le texte proposé ci-après (article 5) comporte deux versions, selon que le législateur entend ou n'entend pas édicter une telle interdiction.

#### Article 6.

L'article 150 de la loi communale actuellement en vigueur dispose comme suit :

"Un ou plusieurs habitants peuvent, au défaut du conseil communal, ester en justice au nom de la commune, moyennant

.../...

l'autorisation de la députation permanente du conseil provincial, en offrant, sous caution, de se charger personnellement des frais du procès et de répondre des condamnations qui seraient prononcées.

La commune ne pourra transiger sur le procès sans l'intervention de celui ou de ceux qui auront poursuivi l'action en son nom.

La députation permanente est juge de la suffisance de la caution.

En cas de refus, le recours est ouvert auprès du Roi".

Le projet tend à modifier cet article de la manière suivante :

- a) remplacer, à l'alinéa 1er, les mots "conseil communal" par les mots "collège des bourgmestre et échevins";
- b) supprimer, dans le même alinéa, les mots "moyennant l'autorisation de la députation permanente du conseil provincial";
- c) abroger les alinéas 3 et 4.

La modification sous a) met l'article 150 en concordance avec l'article 148 de la loi communale. Elle n'appelle aucune observation.

Par contre, on peut se demander si les deux autres modifications, pour lesquelles l'exposé des motifs ne fournit aucune justification spéciale, ne procèdent pas d'une confusion et si elles ne risquent pas de susciter des difficultés.

1. L'autorisation que la députation permanente du conseil provincial doit actuellement donner pour qu'un ou plusieurs habitants de la commune soient recevables à ester en justice au

nom de celle-ci, en cas d'abstention de l'autorité communale compétente, ne relève pas de l'exercice d'une tutelle sur un acte de la commune. Elle a pour but, jointe à l'exigence de la caution, "de prévenir les procès téméraires et de garantir la commune contre leurs conséquences" (1).

La suppression de cette autorisation est donc sans relation avec l'intention générale du Gouvernement d' "alléger le poids" de la tutelle administrative.

2. L'exigence de la caution étant maintenue, à juste titre, par le projet, mais la députation permanente cessant d'être "juge de la suffisance de (cette) caution", qui le sera ? La caution étant destinée, comme on vient de le voir, à garantir la commune contre les conséquences d'un procès téméraire soutenu par un ou plusieurs habitants, il ne se concevrait pas que la juridiction saisie ou appelée à l'être se prononçât elle-même sur le caractère suffisant ou non de cette caution, car elle se trouverait ainsi conduite à préjuger du caractère téméraire du procès et de la hauteur du dommage qui résulterait de l'action ou du recours introduit sur base de l'article 150.

Il faut dès lors considérer que les modifications sous b) et c) ci-dessus ne correspondent pas à l'économie générale du projet et qu'elles présenteraient des inconvénients tels qu'il serait préférable d'y renoncer. C'est en ce sens que l'article 24 du texte proposé a été rédigé.

.../...

-----

(1) R.P.D.B., V° "Commune", n° 273, citant BERNIMOLIN, "Les institutions provinciales et communales de la Belgique", t. Ier, 533.

Article 7.

A. Cet article modifie l'article 151 de la loi communale de manière à y supprimer toute tutelle d'approbation.

L'article 151 actuel, dans ses alinéas 2 à 5, règle le partage des biens entre deux communes nées de l'érection d'une fraction de commune en commune.

B. L'alinéa 2 pose le principe que le règlement se fait de commun accord entre les conseils communaux intéressés.

C. L'alinéa 3 soumet les délibérations relatives à cet objet à l'approbation de la députation permanente. Il s'agit en l'occurrence d'une disposition qui organise une tutelle spéciale d'approbation. Le projet l'abroge. Cette abrogation n'appelle pas d'observation.

D. Selon l'alinéa 4 :

"En cas de dissentiment entre les conseils communaux, la députation permanente nomme trois commissaires et les charge de régler les différends sous son approbation et sauf recours au Roi".

Le projet, partant de la conception selon laquelle cette disposition organise une tutelle spéciale d'approbation, tend à y abroger les mots "sous son approbation et sauf recours au Roi".

Or, le pouvoir qu'exercent les commissaires nommés par la députation permanente, celle-ci elle-même, et le Roi, est le pouvoir de régler les différends. Un tel pouvoir ne saurait être considéré comme participant de la tutelle d'approbation sur les délibérations des conseils communaux. Le fonctionnaire délégué a marqué son accord sur cette interprétation.

.../...

La suppression des mots "sous son approbation et sauf recours au Roi" aurait pour effet que les trois commissaires désignés par la députation permanente statueraient souverainement, sauf recours au Conseil d'Etat.

Il appartient au législateur de décider si l'article 7 du projet n'offre pas l'occasion de régler le contentieux de l'article 151 de manière plus rationnelle, en attribuant soit à la députation permanente, soit au Conseil d'Etat, la mission de statuer

Le texte proposé ci-après offre deux versions au choix du législateur (article 25 du texte proposé).

#### Article 8.

Pour les motifs déjà exposés et déduits des articles 7 et 94 de la loi spéciale, on pourrait soutenir que le législateur national ordinaire ne peut abroger l'arrêté royal du 6 décembre 1974 que pour les communes qui ne sont pas soumises à la loi spéciale. Toutefois, l'abrogation de l'article 76 de la loi communale entraîne de plein droit l'abrogation de cet arrêté royal. Légistiquement, il est préférable de la constater expressément.

L'arrêté royal du 6 décembre 1974 a été modifié par l'arrêté royal du 21 mars 1975 et, pour les communes visées aux articles 7 et 8 des lois coordonnées du 18 juillet 1966, par l'arrêté royal du 12 août 1981.

+

#### DISPOSITIONS A AJOUTER.

A. Il ressort de l'exposé des motifs que, des procédés de tutelle obligatoire prévus par la loi communale,

.../...

"... seules parmi ces procédés, l'approbation et la substitution de décision subsistent; encore, d'une part, l'approbation n'est-elle maintenue qu'à l'égard des catégories d'actes ci-après: le budget, les comptes, les cadres, les conditions de recrutement, d'avancement et de rémunération des agents communaux ainsi que les marchés de travaux de fournitures et de services; et, d'autre part, la réformation sur recours n'est-elle prévue que dans l'hypothèse envisagée par l'article 85 de la loi communale, avec cette circonstance qu'elle se présente dans ce cas comme un procédé de tutelle à la fois médiate et indirecte qui, à ce titre, sauvegarde au mieux les prérogatives de l'administration décentralisée".

Il y a lieu de vérifier si le texte du projet répond complètement à cette déclaration d'intention.

B. L'article 75, alinéa 4, de la loi communale dispose en ces termes :

"Les délibérations du conseil ne doivent être approuvées par le Roi et par la députation permanente que dans les cas formellement prévus par la loi".

Le projet offre l'occasion de mettre cette disposition en concordance avec la loi spéciale (article 1er du texte proposé).

C. Les articles 85 et 85bis de la loi communale instituent non pas à proprement parler une procédure de réformation sur recours, comme l'écrit l'exposé des motifs, mais une tutelle d'approbation à deux degrés (1). Ces deux degrés ont été réduits à un seul, celui du Roi, pour les agents des communes qui font partie d'une agglomération (2).

.../...

-----  
(1) Voir notamment l'arrêt Lombaert, n° 13.030, du 19 juillet 1968, et la note M.-L. THOMAS dans R.J.D.A., 1969, pp. 142-150.

(2) Arrêts Doyen, n° 17.047, du 29 mai 1975; Depelchin, n° 17.101, du 26 juin 1975; Commune de Schaerbeek, n° 17.137, du 15 juillet 1975, et Berodes, n° 17.499, du 11 mars 1976.

Comme, selon l'exposé des motifs, le Gouvernement n'entend pas modifier ce système, il n'y a lieu de faire que les observations suivantes :

- il conviendrait que le Gouvernement saisisse l'occasion du présent projet pour mettre les articles 85 et 85bis en concordance avec la loi du 26 juillet 1971. Il ne peut le faire qu'en ce qui concerne les communes de l'agglomération bruxelloise (article 7 du texte proposé);
- toute modification des articles 85 et 85bis autre que celle des dispositions qui requièrent l'approbation des délibérations du conseil communal relèverait, pour les communes soumises à la loi spéciale, des Conseils régionaux.

D. L'article 88 règle les cas où l'autorité de tutelle peut envoyer un commissaire spécial et la procédure qu'elle doit suivre. Il s'agit d'un procédé de tutelle facultative (substitution d'action) qui n'entre pas dans les prévisions de l'exposé des motifs, qui n'est pas visé par le projet et qui ne l'est dès lors pas davantage dans le texte proposé.

E. L'article 90, 7°, soumet à l'approbation de la députation permanente du conseil provincial les alignements donnés par le collège des bourgmestre et échevins et nécessitant l'incorporation ou la cession de parcelles de terrains.

Cette approbation est un corollaire de l'article 76, 1°. Logiquement, elle devrait être supprimée. Selon le fonctionnaire délégué, elle l'est déjà implicitement par la loi du 29 mars 1962, modifiée par la loi du 22 décembre 1970. En toute hypothèse, son abrogation explicite est souhaitable (article 8 du texte proposé).

.../...

F. L'article 93, alinéas 4 et 5, organise une tutelle spéciale d'approbation sur les délibérations qui réduisent le nombre des employés de l'état civil ou le traitement attaché à chacun d'eux.

Compte tenu du maintien de l'approbation des délibérations fixant les cadres et les rémunérations, ces dispositions doivent être maintenues, mais il convient de les compléter par une disposition qui en assure la concordance avec la loi du 26 juillet 1971 (article 9 du texte proposé).

G. La tutelle spéciale d'approbation sur les délibérations qui infligent des peines disciplinaires aux agents doit être maintenue pour les motifs exposés à propos des articles 85 et 85bis. Les dispositions qui l'organisent sont les articles 109, 114bis, 125, alinéa 4, 127ter et 129, § 3, alinéa 2.

H. L'article 116, alinéa 1er, de la loi communale soumet à l'approbation de la députation permanente du conseil provincial le montant et la nature du cautionnement à fournir par le receveur communal local.

Compte tenu de l'exposé des motifs, cette tutelle spéciale d'approbation doit être supprimée. Cette suppression sera d'ailleurs sans inconvénient étant donné que, d'une part, l'article 115 charge le Roi de fixer les montants minimum et maximum du cautionnement et que, d'autre part, l'arrêté royal du 23 décembre 1976 a fixé ces montants en fonction de la population de la commune (article 13 du texte proposé).

I. L'article 124 organise un procédé de tutelle obligatoire de substitution d'action en cas de carence du conseil communal à présenter une liste de candidats à une place de commissaire de police : la liste est dressée par la députation permanente. Dans l'esprit de l'exposé des motifs, un tel procédé

de tutelle devrait être supprimé. Il ne semble pas cependant que telle soit, en ce qui concerne cet article, l'intention du Gouvernement; le fonctionnaire délégué ne s'est pas prononcé formellement sur ce point.

Si le législateur opte pour le maintien de l'article, il y aura lieu de le compléter pour les communes qui font partie de l'agglomération bruxelloise.

Le texte proposé offre dès lors deux versions au choix du législateur (article 15 du texte proposé).

J. Aux termes de l'article 125, alinéa 1er, de la loi communale, modifié par l'article 6 de la loi du 30 janvier 1924,

"Les places de commissaire de police actuellement existantes ne peuvent être supprimées qu'avec l'autorisation du Roi".

Il ressort de l'exposé des motifs qu'une telle disposition, qui institue une tutelle obligatoire, doit être abrogée. Le fonctionnaire délégué a marqué son accord sur cette abrogation.

L'article 85bis sauvegarde d'ailleurs les intérêts des titulaires dont la place pourrait être supprimée.

Au surplus, l'article 125 doit être mis en concordance avec la loi du 26 juillet 1971. La même observation vaut pour l'article 127quater (articles 16 et 17 du texte proposé).

K. Il ressort de l'exposé des motifs que l'approbation par le gouverneur de la nomination des gardes champêtres en chef, prescrite par l'article 129, § 2, doit être supprimée.

.../...

Il en est de même, à l'article 129, § 3, alinéa 2, de l'approbation de la suspension des gardes champêtres en chef et des gardes champêtres.

Ces deux observations ont rencontré l'accord du fonctionnaire délégué (article 18 du texte proposé).

L. L'article 132 doit être mis en concordance avec la loi du 26 juillet 1971 (article 19 du texte proposé).

M. L'article 133 institue une tutelle obligatoire de substitution d'action, à savoir l'inscription d'office des dépenses obligatoires au budget de la commune. Dans l'esprit de l'exposé des motifs, une telle disposition devrait être abrogée. Le fonctionnaire délégué ne s'est cependant pas prononcé formellement sur le maintien de cette tutelle.

Si le législateur estime qu'elle doit être maintenue, elle doit être mise en concordance avec la loi du 26 juillet 1971.

Le texte ci-après propose dès lors deux versions au choix du législateur (article 20 du texte proposé).

N. Les articles 135, alinéa 2, 141, alinéas 1er, 3 et 4, 142, alinéa 1er, 143, 144, alinéas 1er, 2 et 5, 145 et 147, alinéa 1er, appellent des modifications de pure forme, qui ressortent des modifications apportées à l'article 77 (articles 21 et 22 du texte proposé).

O. L'article 147quater prévoit une tutelle spéciale d'autorisation qui, selon l'exposé des motifs, doit être supprimée. Le fonctionnaire délégué a marqué son accord sur ce point (article 23 du texte proposé).

.../...

Article 9.

L'article 9 du projet permet au Roi de mettre en concordance avec la loi projetée les textes des lois qui seront implicitement modifiées par celle-ci.

Il s'agit là d'une disposition qui pourrait s'avérer utile pour le cas où les articles précédents et ceux qu'il est proposé d'ajouter au projet n'auraient pas adapté l'ensemble de la législation aux intentions du Gouvernement.

La disposition doit être maintenue, mais précisée de manière à permettre au Roi d'abroger toute disposition qui subsisterait nonobstant le passage de l'exposé des motifs rappelé ci-dessus sub. A. Le fonctionnaire délégué a marqué son accord sur cette solution.

+

TEXTE PROPOSE."Article 1er.-

A l'article 75, alinéa 4, de la loi communale, les mots "par le Roi ou par la députation permanente du conseil provincial" sont remplacés par les mots "par l'autorité de tutelle".

Article 2.-

L'article 76 de la loi communale est abrogé.

Article 3.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 77 de la loi communale :

1° les 1°, 2°, 3°, 5° et 6° sont abrogés;

.../...

2° l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2 :

"Les pouvoirs attribués à la députation permanente par l'alinéa 1er sont exercés par le Roi en ce qui concerne les communes qui font partie de l'agglomération bruxelloise".

Article 4.-

A l'article 81 de la loi communale, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Article 5.-

L'article 82 de la loi communale est remplacé par la disposition suivante :

"Article 82.

- (première version) : Le conseil communal accorde, s'il y a lieu, aux locataires ou fermiers de la commune les remises qu'ils demandent, soit qu'ils aient le droit de les réclamer aux termes de la loi ou en vertu de leur contrat, soit qu'ils les sollicitent pour motif d'équité.
- (seconde version) : Le conseil communal ne peut accorder aux locataires et fermiers de la commune d'autres remises que celles qu'ils ont le droit de réclamer aux termes de la loi ou en vertu de leur contrat".

Article 6.-

L'article 84, § 1er, de la loi communale est complété par l'alinéa suivant :

"Dans les communes qui ne sont pas soumises à la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les alinéas 2 à 5 sont applicables aux délibérations du conseil communal qui fixent les conditions de recrutement et d'avancement des agents

de la commune. Dans les communes qui sont soumises à ladite loi, les délibérations du conseil communal relatives à ces objets sont approuvées par l'autorité et selon la procédure déterminées conformément à cette loi".

Article 7.-

Un article 85ter, rédigé comme suit, est inséré dans la loi communale :

"Article 85ter. Dans les communes de l'agglomération bruxelloise, les pouvoirs conférés à la députation permanente par l'article 85, alinéa 2, et par l'article 85bis, alinéa 1er, sont exercés par le Roi.

L'article 85, alinéa 3, et l'article 85bis, alinéa 2, ne sont pas applicables dans ces communes".

Article 8.-

L'article 90, 7°, alinéa 2, de la loi communale est abrogé.

Article 9.-

L'article 93 de la loi communale est complété par l'alinéa suivant :

"Dans les communes de l'agglomération bruxelloise, les pouvoirs conférés à la députation permanente par l'alinéa 4 sont exercés par le Roi; l'alinéa 5 n'y est pas applicable".

.../...

Article 10.-

L'article 109 de la loi communale est complété par l'alinéa suivant :

"Par dérogation aux alinéas 3, 5, 6, 7 et 8, dans les communes qui font partie de l'agglomération bruxelloise, toute délibération qui suspend ou révoque le secrétaire communal, ou lui refuse les augmentations périodiques de traitement, est soumise à l'approbation du Roi".

Article 11.-

Les modifications suivantes sont apportées à la phrase liminaire de l'article 111, § 1er, de la loi communale

- 1° les mots "du Roi, pour les communes qui font partie de l'agglomération bruxelloise, et" sont insérés entre les mots "l'approbation" et les mots "du gouverneur";
- 2° les mots "pour les autres communes" sont insérés entre les mots "du gouverneur" et les mots ", dans les limites".

Article 12.-

L'article 114bis de la loi communale est modifié comme suit :

- 1° les alinéas 1er à 3 forment le paragraphe 1er;
- 2° ce paragraphe 1er est complété par l'alinéa suivant :

"Par dérogation aux alinéas 1er à 3, dans les communes qui font partie de l'agglomération bruxelloise, toute délibération qui suspend ou révoque le receveur local est soumise à l'approbation du Roi";

- 3° l'alinéa 4 forme le paragraphe 2.

Article 13.-

A l'article 116, alinéa 1er, de la loi communale, les mots "sous l'approbation de la députation permanente du conseil provincial" sont supprimés.

Article 14.-

L'article 123 de la loi communale est complété par l'alinéa suivant :

"Dans les communes qui font partie de l'agglomération bruxelloise, les pouvoirs conférés au gouverneur par les alinéas 4 et 5 sont exercés par le Roi".

Article 15.-

- (première version) : L'article 124 de la loi communale est abrogé.
- (seconde version) : L'article 124 de la loi communale est complété par l'alinéa suivant :

"Par dérogation aux alinéas 1er et 2, dans les communes qui font partie de l'agglomération bruxelloise, si le conseil communal refuse ou reste en défaut de présenter la liste des candidats, pendant trente jours à partir de la réception, constatée par la correspondance, d'une invitation faite par le Ministre de l'Intérieur, ou si le conseil communal s'abstient de remplacer dans la quinzaine sur la liste les candidats qui n'offrent pas de garanties suffisantes, le Roi nomme le commissaire de police, le procureur général près la cour d'appel entendu".

.../...

Article 16.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 125 de la loi communale :

1° l'alinéa 1er est abrogé;

2° à l'alinéa 2, qui forme le paragraphe 1er, les mots "Il ne peut en être créé de nouvelles" sont remplacés par les mots "Il ne peut être créé de nouvelles places de commissaire de police";

3° les alinéas 3 et 4 forment le paragraphe 2;

4° le paragraphe 2 est complété par l'alinéa suivant :

"Dans les communes qui font partie de l'agglomération bruxelloise, les pouvoirs conférés au gouverneur par les alinéas 1er et 2 sont exercés par le Roi.";

5° l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante qui forme le paragraphe 3 de l'article :

"§ 3. Le bourgmestre peut suspendre, pendant un temps qui n'excèdera pas un an, les agents de la police locale qui ne sont visés ni par le paragraphe 2, ni par les articles 123 et 129".

Article 17.-

L'article 127quater de la loi communale est complété par l'alinéa suivant :

"Dans les communes de l'agglomération bruxelloise, lorsque le pouvoir de prononcer la suspension appartient au Roi, l'intéressé est préalablement entendu par le Ministre de l'Intérieur".

.../...

Article 18.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 129 de la loi communale :

- 1° la deuxième phrase du paragraphe 2 est abrogée;
- 2° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots "sous l'approbation du gouverneur" sont supprimés.

Article 19.-

A l'article 132, alinéa 2, de la loi communale, les mots "ou si l'une des communes intéressées faisait partie de l'agglomération bruxelloise" sont insérés entre les mots "provinces différentes" et les mots ", il serait statué par le Roi".

Article 20.-

-(première version) : L'article 133 de la loi communale est abrogé.

-(seconde version) : Les modifications suivantes sont apportées à l'article 133 de la loi communale :

- 1° les alinéas 1er et 2 forment le paragraphe 1er;
- 2° ce paragraphe 1er est complété par l'alinéa suivant :

"Dans les communes qui font partie de l'agglomération bruxelloise, les pouvoirs conférés à la députation permanente par l'alinéa 1er sont exercés par le Roi; l'alinéa 2 n'y est pas applicable".

- 3° les alinéas 3 et 4 forment le paragraphe 2;

.../...

4° ce paragraphe 2 est complété par l'alinéa suivant :

"Dans les communes qui font partie de l'agglomération bruxelloise, les pouvoirs conférés à la députation permanente par l'alinéa 1er sont exercés par le Roi; l'alinéa 2 n'y est pas applicable".

Article 21.-

A l'article 135, alinéa 2, à l'article 142, alinéa 1er, à l'article 143, à l'article 144, alinéas 1er, 2 et 5, à l'article 145 et à l'article 147, alinéa 1er, les mots "la députation permanente du conseil provincial" ou "la députation permanente" sont remplacés par les mots "l'autorité de tutelle".

Article 22.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 141 de la même loi :

1° aux alinéas 1er et 4, les mots "la députation permanente du conseil provincial" sont remplacés par les mots "l'autorité de tutelle";

2° à l'alinéa 3, les mots "par la députation permanente du conseil provincial ou par le Roi" sont remplacés par les mots "par l'autorité de tutelle".

Article 23.-

A l'article 147quater de la loi communale, les mots ", avec l'autorisation de la députation permanente," sont supprimés.

.../...

Article 24.-

A l'article 150, alinéa 1er, de la loi communale, les mots "conseil communal" sont remplacés par les mots "collège des bourgmestre et échevins".

Article 25.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 151 de la loi communale :

1° l'alinéa 3 est abrogé;

2° - (première version) : à l'alinéa 4, les mots "nomme trois commissaires, et les charge de régler les différends sous son approbation et sauf recours au Roi" sont remplacés par le mot "statue".

- (seconde version) : l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

"En cas de dissentiment entre les conseils communaux, le différend est tranché par le Conseil d'Etat" (1).

Article 26.-

L'article 71, § 1er, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, est complété par l'alinéa suivant :

"Dans les communes qui font partie de l'agglomération bruxelloise, les pouvoirs conférés au gouverneur par l'alinéa 3 sont exercés par le Roi".

.../...

-----

(1) Dans cette éventualité, le projet devrait être complété par l'article suivant :

"Article ... L'article 16 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 est complété par la disposition suivante :

"5° sur les différends visés à l'article 151, alinéa 3, de la loi communale".

Article 27.-

L'arrêté royal du 6 décembre 1974 confiant au gouverneur de province l'exercice de certains pouvoirs attribués au Roi par l'article 76 de la loi communale, modifié par les arrêtés royaux des 21 mars 1975 et 12 août 1981, est abrogé.

Article 28.-

Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, mettre les textes des lois qui sont implicitement modifiées par la présente loi en concordance avec celle-ci. Il peut notamment, dans les matières qui relèvent de la compétence du législateur national, supprimer tout procédé de tutelle obligatoire qui n'est pas maintenu expressément par la présente loi.

Les arrêtés royaux visés à l'alinéa 1er feront l'objet d'un projet de loi de ratification qui sera soumis aux Chambres législatives, au cours de la session, si elles sont réunies, sinon au début de leur plus prochaine session.

Article 29.-

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1983".

-----

ALGEMENE OPMERKINGEN.A. Onderzoek van de inhoud van het ontwerp ten aanzien van het door de Regering nagestreefde oogmerk.

Het ontwerp stuurt aan op versterking van de gemeentelijke autonomie door verlichting van het administratief toezicht.

Blijkens de memorie van toelichting blijven van de procédés van verplicht toezicht alleen goedkeuring en vervanging van beslissing bestaan. Machtiging, een procédé dat trouwens maar voor weinig handelingen geldt, wordt geheel afgeschaft.

Goedkeuring wordt in het ontwerp als procédé slechts gehandhaafd voor handelingen in verband met :

- 1) begroting;
- 2) rekeningen;
- 3) personeelsformaties en voorwaarden voor aanwerving, bevordering en bezoldiging van personeel;
- 4) opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (1).

.../...

-----  
(1) Het ontwerp wijzigt niets aan artikel 85 van de gemeentewet dat de goedkeuring van de bestendige deputatie vereist voor besluiten van de gemeenteraad waarbij "bezoldigde beambten" van de gemeente geschorst worden voor drie maanden of langer of worden afgezet, en dat voor de gemeenteraad en de beampte beroep bij de Koning openstelt tegen het besluit van de bestendige deputatie. In de memorie van toelichting wordt die werkwijze "hervorming op beroep" genoemd; volgens het arrest nr 13.030 van de Raad van State, dd. 19 juni 1968, geldt het veeleer een goedkeuringstoezicht op twee niveaus (Recueil de jurisprudence de droit administratif et du Conseil d'Etat 1969 blz. 142, met de opmerkingen van M.L. THOMAS).

Aangaande het facultatief toezicht wijst de memorie van toelichting erop dat aan het vernietigingstoezicht niets wordt gewijzigd. Over het toezicht met vervangend optreden daarentegen verstrekt ze geen enkele aanwijzing. Wat het sturen van een speciale commissaris betreft, valt op te merken dat het ontwerp artikel 88 van de gemeentewet, dat in een zodanige maatregel voorziet, niet opheft. Wat betreft het ambts-halve op de gemeentebegroting brengen van verplichte uitgaven, een procédé dat toegestaan is door artikel 133 van de gemeentewet, heeft de gemachtigde van de Minister verklaard dat de Regering zich nog niet uitdrukkelijk over behoud of afschaffing van die vorm van toezicht heeft uitgesproken.

Nagegaan moet worden of het ontwerp wel volkomen overeenstemt met hetgeen de Regering beoogt.

I. Wat de gemeentewet betreft, zijn bepaalde artikelen die nochtans gewijzigd zouden moeten worden ter bereiking van het door de Regering nagestreefde oogmerk, namelijk een vermindering van het aantal gevallen van verplicht toezicht, in het ontwerp ongemoeid gelaten. De gemachtigde ambtenaar heeft dat toegegeven. Hij heeft ermee ingestemd dat het ontwerp te dien einde wordt aangevuld met bepalingen die in de gemeentewet een aantal artikelen wijzigen waaraan niet is gedacht in de aan de Raad van State voorgelegde tekst.

II. Behalve de gemeentewet zijn er andere wetten die voor bepaalde handelingen van de gemeentelijke overheid een of andere vorm van verplicht toezicht voorschrijven.

.../...

De bedoelde wetten zijn zo talrijk dat het ontwerp te ingewikkeld zou worden als de Regering zich ten doel zou stellen daarin ook die wetten uitdrukkelijk te wijzigen. Daarom machtigt artikel 9 van het ontwerp de Koning de bedoelde wetten te wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de ontwerp-wet. Verderop in dit advies wordt een tekst voorgesteld ter exacte bepaling van het onderwerp van die machtiging (artikel 28 van de voorgestelde tekst).

B. Suggestie strekkend tot het in overeenstemming brengen van de gemeentewet met de wet van 26 juli 1971.

De wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten heeft stilzwijgend verschillende wijzigingen aangebracht in de gemeentewet.

Het onderhavige wetsontwerp biedt gelegenheid om de tekst van de gemeentewet bij te werken.

C. Toetsing van het ontwerp aan de fundamentele bepalingen die de beginselen vastleggen welke toepasselijk zijn ter zake van toezicht op handelingen van de gemeentelijke overheid.

I. Memorering van de in dezen geldende fundamentele bepalingen.

a) Artikel 108, derde lid, van de Grondwet.

In artikel 108 van de Grondwet, bepaaldelijk herzien op 20 juli 1970, wordt de autonomie van provincies en gemeenten gehuldigd en tegelijk, door het instellen van een toezichtsbevoegdheid, de begrenzing van die autonomie.

.../...

Het op 17 juli 1980 in artikel 108 ingevoegde derde lid luidt als volgt :

"In uitvoering van een wet, aangenomen met de in artikel 1, laatste lid, bepaalde meerderheid, kan de organisatie en de uitoefening van het administratief toezicht geregeld worden door de raden van de gemeenschap of het gewest".

b) De bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Artikel 7, a, van de bijzondere wet bepaalt onder meer :

"Artikel 7. Tot de bevoegdheid van de Gewesten behoren, de organisatie van de procedures alsook de uitoefening van het administratief toezicht op de ... gemeenten :

a) wat betreft het gewoon administratief toezicht, dat elke vorm van toezicht omvat ingesteld door de gemeentewet, ... of de wet van 26 juli 1971; wat betreft inzonderheid de begrotingen, de jaarrekeningen, de personeelsformaties;" (1) (2) .

.../...

-----

- (1) Artikel 7, tweede lid, bevat een overgangsbepaling die op bepaalde gemeenten toepasselijk is : "Bij overgangsmaatregel zijn de Gewesten echter niet bevoegd voor het gewoon administratief toezicht voor de provincie Brabant en de gemeenten genoemd in de artikelen 7 en 8 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966".
- (2) Artikel 94 bevat een algemene overgangsbepaling : "Onverminderd het bepaalde in artikel 84, §§ 2 en 3, blijven de overheden die door de wetten en verordeningen met bevoegdheden belast zijn die onder de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren, die bevoegdheden uitoefenen volgens de procedures door de bestaande regels bepaald, zolang hun Raden en hun Executieven die regels niet hebben gewijzigd of opgeheven".

In de memorie van toelichting bij de bijzondere wet wordt nader omschreven hoe de bevoegdheden die bij de nationale overheid blijven en die welke naar de Gewesten gaan, verdeeld worden :

"4° De uitoefening van het administratief toezicht.

Er dient aangestipt dat alleen de nationale wet de hoedanigheid van een aan toezicht onderworpen handeling evenals de grens van dat toezicht zal kunnen wijzigen.

Bijgevolg kan het decreet die aangelegenheid evenwel alleen regelen op het vlak van "de organisatie van de procedure". In een brede zin beoogt die uitdrukking alle normen van de organieke wetten der ondergeschikte besturen welke betrekking hebben op de aanwijzing van de toezichthoudende overheid (en dus ook van de hen toegekende bevoegdheden) evenals de hele procedure tot uitoefening van dat toezicht (bijvoorbeeld de termijnen, instructie en notificering van het beroep, de uitvoerbaarheid van de beslissing, enz.).

Voor een zelfde handeling gecontroleerd binnen dezelfde toezichtgrenzen, kunnen alleen de bevoegde overheden en de modaliteiten van uitoefening van die bevoegdheid tot toezicht verschillen van Gewest tot Gewest.

Het Gewest is bevoegd voor het gewoon administratief toezicht. Deze (lees : dit) omvat iedere vorm van toezicht ingesteld door de gemeentewet, de provinciewet of de wet van 26 juli 1971 houdende inrichting van de agglomeraties en federaties van gemeenten ... .

Het specifiek administratief toezicht omvat iedere vorm van toezicht, ingesteld bij decreet of bij een andere

.../...

wet dan deze vermeld in de vorige alinea.

... (Gedr. St. Senaat, zitting 1979-1980, nr 434/1, blz. 32-33)" (1).

c) De wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979.

Die wet blijft toepasselijk op het Brusselse Gewest. Artikel 2 bepaalt : "Een verschillend gewestelijk beleid is geheel of ten dele verantwoord in de volgende aangelegenheden : ... "9° de organisatie van de ondergeschikte besturen".

Het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake de organisatie van de ondergeschikte besturen, waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is, bevat onder meer de volgende bepalingen :

"Artikel 1. Onverminderd de in dit besluit gestelde beperkingen, zijn de Ministeriële Comités voor de Gewesten, ... bevoegd voor :

1° de uitwerking van elke wettelijke of reglementaire bepaling waarvan de toepassing beperkt blijft tot het gewest ... .

2° de uitvoering van die wettelijke en reglementaire bepalingen ... .

.../...

-----  
(1) Soortgelijke overwegingen zijn te vinden in :

- a) het verslag uitgebracht door de heer ANDRE en Mevr. PETRY namens de Senaatscommissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming der instellingen (Gedr. St. Senaat, zitting 1979-1980, nr 434/2, blz. 211-214;
- b) het verslag uitgebracht door de heren LE HARDY de BEAULIEU en DE GREVE namens de Commissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming der instellingen (Gedr. St. Kamer, zitting 1979-1980, nr 627/10, blz. 99-102 en 113-119).

Artikel 5, § 1. Artikel 1 van dit besluit is van toepassing op de handelingen van gewone administratieve voogdij alsook op de handelingen van specifieke administratieve voogdij.

§ 2. De gewone administratieve voogdij omvat iedere vorm van voogdij ingesteld door de gemeentewet ... of de wet van 26 juli 1971 ...; zij betreft inzonderheid de begrotingen, de jaarrekeningen, ... en de andere handelingen van de ondergeschikte besturen, behoudens wat de handelingen betreft ... van de stad Brussel en van de gemeenten vermeld in de artikelen 7 en 8 van het koninklijk besluit van 18 juli 1966 houdende coördinatie van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken".

II. Overzicht van de regels die terzake van toezicht op handelingen van de gemeentelijke overheid golden vóór de bijzondere wet.

De wetgeving is reeds zeer complex : de regels verschillen niet alleen volgens de Gewesten maar ook volgens de gemeenten.

a) De gemeenrechtelijke regeling.

Voor alle gemeenten :

- bepaalt de gemeentewet welke handelingen onder het gewone toezicht vallen;
- wijst de gemeentewet eveneens de overheid aan die bevoegd is om dat toezicht uit te oefenen.

.../...

b) De bijzondere regelingen.

1. De stad Brussel.

De stad Brussel valt :

- onder de gemeentewet, wat betreft het bepalen van de aan het gewone toezicht onderworpen handelingen;
- onder de wet van 26 juli 1971, wat betreft het aanwijzen van de overheid die bevoegd is om het toezicht uit te oefenen.

Die overheid is de Koning (genoemde wet, artikel 56, § 1). De beslissing van de Koning hoeft niet te zijn voorafgegaan door de beraadslaging van het Ministerieel Comité voor het Brusselse Gewest (koninklijk besluit van 6 juli 1979, artikel 5, § 2);

- onder de wet van 26 juli 1971, artikel 56, § 4, wat de wijze van uitoefening van het goedkeuringstoezicht betreft.

Volgens de bijzondere regeling zijn de handelingen waarvoor goedkeuring vereist is van rechtswege uitvoerbaar binnen een bepaalde termijn, behalve wanneer de toezichthoudende overheid daaraan goedkeuring heeft onthouden (1).

.../...

-----  
(1) Artikel 56, § 4, van de wet van 26 juli 1971 bepaalt :

"§ 4. De beslissingen waarvoor goedkeuring vereist is zijn van rechtswege uitvoerbaar indien de toezichthoudende overheid daaraan geen goedkeuring heeft onthouden binnen veertig dagen na ontvangst ervan door de bevoegde Minister of door de bestendige deputatie van de provinciale raad, naar gelang van het geval.

Die termijn kan worden verlengd bij een met redenen omklede beslissing van de toezichthoudende overheid die de nieuwe termijn bepaalt binnen welke zij uitspraak zal doen.

Elke onthouding van goedkeuring moet met redenen worden omkleed".

2. De gemeenten van de Brusselse agglomeratie, behalve Brussel.

Die gemeenten vallen :

- onder de gemeentewet wat betreft het bepalen van de handelingen die aan het gewone toezicht onderworpen zijn;
- onder de wet van 26 juli 1971 wat betreft het aanwijzen van de overheid die bevoegd is om dat toezicht uit te oefenen.

Die overheid is de Koning (genoemde wet, artikel 56, § 1). Wat de hier bedoelde gemeenten betreft, dient de beslissing van de Koning te zijn voorafgegaan door een beraadslaging van het ministerieel comité voor het Brusselse Gewest (koninklijk besluit van 6 juli 1979, artikel 5, § 2);

- onder de wet van 26 juli 1971, artikel 56, § 4, een hierboven reeds geciteerde bepaling, wat betreft de wijze waarop het goedkeuringstoezicht wordt uitgeoefend.

3. De gemeenten die zijn opgesomd in de artikelen 7 en 8 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Die gemeenten vallen onder :

- de gemeentewet, wat betreft het bepalen van de handelingen die aan het gewone toezicht onderworpen zijn;
- de gemeentewet, wat betreft het aanwijzen van de overheid die bevoegd is om dat toezicht uit te oefenen.

.../...

III. Opmerkingen in verband met de wijziging van de wetgeving.

a) Uit het oogpunt van de aanwijzing van de bevoegde overheid.

De bevoegdheid om de wetgeving betreffende het toezicht op de handelingen van de gemeentelijke overheid te wijzigen is krachtens artikel 108, derde lid, van de Grondwet en artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 verdeeld over verschillende, onderscheiden overheden : de nationale wetgever en de Gewestraden.

1. Ten aanzien van het bepalen van de handelingen die onder het toezicht vallen en van de wijze waarop dat toezicht wordt uitgeoefend, is de bevoegdheid van de nationale wetgever onaangeroerd gebleven. Hij kan gewoon de gemeentewet wijzigen.

Er rijzen geen grote moeilijkheden wanneer het gaat om handelingen die reeds aan toezicht onderworpen zijn.

Moeilijkheden ontstaan wel wanneer het handelingen geldt die de nationale wetgever voortaan aan toezicht wil onderwerpen. In dat verband kan worden aangehaald het ontworpen artikel 76, 3°, van de gemeentewet voor zover die bepaling de besluiten van de gemeenteraad betreffende de voorwaarden voor aanwerving en bevordering van het gemeentepersoneel aan goedkeuring onderwerpt. In een dergelijk geval dreigt de bevoegdheid van de nationale wetgever om bepaalde handelingen aan goedkeuring te onderwerpen onwerkzaam te blijven voor die gemeenten waarvoor niet hij maar de gewestelijke overheid de bevoegdheid bezit om de overheid aan te wijzen die met het uitoefenen van het toezicht is belast. Dat is de toestand in

de gemeenten van de twee Gewesten waarop de bijzondere wet toepasselijk is, met uitzondering van de gemeenten die zijn opgesomd in de artikelen 7 en 8 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

2. Ten aanzien van het aanwijzen van de toezicht-houdende overheid en de organisatie van de procedures, is de nationale wetgever niet langer bevoegd voor die gemeenten van de twee Gewesten waarop de bijzondere wet van toepassing is : die bevoegdheid is aan de Gewesten overgedragen (bijzondere wet, artikel 7).

In de hier besproken materie is de nationale wetgever echter bevoegd gebleven voor de gemeenten van het Brusselse Gewest en de andere gemeenten die zijn opgesomd in de artikelen 7 en 8 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

b) Voorstel tot aanpassing van artikel 75, vierde lid, van de gemeentewet.

Artikel 75, vierde lid, van de gemeentewet stelt als algemene regel dat de besluiten van de gemeenteraad alleen in de bij de wet vastgestelde gevallen onder het goedkeuringstoezicht vallen. Die bepaling luidt als volgt :

"Alleen in de gevallen bij de wet uitdrukkelijk bepaald moeten de besluiten van de raad door de Koning of door de bestendige deputatie worden goedgekeurd".

De aangehaalde bepaling moet in overeenstemming worden gebracht met de bijzondere wet. Aangezien die wet de bevoegdheid om de overheid aan te wijzen die bevoegd is om toe-

.../...

zicht uit te oefenen op de handelingen van de overheden van de gemeenten in het Vlaamse en in het Waalse Gewest heeft overgebracht van de nationale wetgever naar de Gewestraden, dienen in artikel 75, vierde lid, de woorden : "door de Koning of door de bestendige deputatie" te worden vervangen door de woorden "de toezichthoudende overheid" (artikel 1 van de voorgestelde tekst).

c) Terugslag op het toezicht ten aanzien van de agglomeraties.

Het is van belang erop te wijzen dat het ontwerp een aanzienlijke terugslag zal hebben op het toezicht ten aanzien van de agglomeraties. Artikel 56, § 1, tweede lid, van de wet van 26 juli 1971 bevat immers, voor het bepalen van de aan toezicht onderworpen handelingen een verwijzing naar de gemeentewet.

#### ONDERZOEK VAN DE TEKST.

##### Opschrift.

Het is zaak van de Regering en de Wetgevende Kamers te oordelen of het niet goed zou zijn het ontwerp een minder abstract opschrift te geven, bij voorbeeld : "Ontwerp van wet tot wijziging van de bepalingen betreffende het toezicht op de handelingen van de gemeentelijke overheden".

.../...

Bepalend gedeelte.

Een tekst voor het hele ontwerp van wet wordt hierna voorgesteld. De commentaar waartoe die tekst aanleiding geeft, wordt verderop gegroepeerd naar de volgorde waarin de verschillende materies in de gemeentewet zijn behandeld en, in de tweede plaats, naar de volgorde van de bepalingen van het ontwerp.

Artikelen 1, 2 en 5.

A. De algemene opzet van die artikelen is artikel 76 van de gemeentewet te vervangen door voorschriften die ofwel in andere wetsbepalingen staan, bepaaldelijk in artikel 77, ofwel nieuw zijn, en artikel 77 alsook een deel van artikel 84, § 1, op te heffen.

B. Geen enkele van de behouden bepalingen komt uit artikel 76. Het verdient bijgevolg aanbeveling dat artikel op te heffen en artikel 77 gedeeltelijk te behouden. De gemachtigde ambtenaar is het met dat voorstel eens.

De redenen waarom het gedeeltelijke behoud van artikel 77 veeleer dan de vervanging ervan aanbeveling verdient, zullen blijken uit de hiernavolgende opmerkingen.

C. De inleidende zin van het door de Regering voorgestelde artikel 76 luidt als volgt :

"Aan de goedkeuring van de toeziende overheid zijn onderworpen de raadsbeslissingen over de volgende onderwerpen : ...".

.../...

Terecht heeft de Regering zich ertoe beperkt de toezieende overheid in het algemeen te vermelden, veeleer dan ze te bepalen, want dat vermag de nationale wetgever niet voor de gemeenten die onderworpen zijn aan de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Het thans geldende artikel 77 luidt aldus :

"De goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad is vereist voor de besluiten van de gemeenteraad over de volgende zaken :

- 1° tot 7° : (van geen belang daar ze al opgeheven zijn of door het ontwerp opgeheven moeten worden;
- 8° de begrotingen van de uitgaven der gemeente en van de middelen om deze te bestrijden;
- 9° de jaarlijkse rekening van ontvangsten en uitgaven der gemeente;
- 10° (opgeheven).

Bij weigering van goedkeuring kunnen de betrokken gemeenten in beroep gaan bij de Koning.

De provinciegouverneur kan bij de Koning in beroep komen van de beslissingen van de bestendige deputatie over de zaken genoemd in 8° en 9° van dit artikel.

Dit beroep moet ingesteld worden binnen tien dagen na de beslissing waartegen het gericht is.

Van het beroep wordt, uiterlijk de dag nadat het is ingesteld, kennis gegeven aan de bestendige deputatie. Het beroep schorst de tenuitvoerlegging gedurende dertig dagen te rekenen van de kennisgeving. Indien binnen deze termijn geen uitspraak is gedaan, wordt de beslissing van de bestendige deputatie uitvoerbaar. Evenwel kan de termijn zo nodig met dertig dagen worden verlengd bij een met redenen omkleed koninklijk besluit.

De hogere overheid kan, zowel ter plaatse als per brief, alle inlichtingen en gegevens inwinnen die dienstig zijn voor het onderzoek van het hierboven bepaalde beroep".

.../...

De inleidende zin van het artikel wijst de overheid aan die bevoegd is om het toezicht uit te oefenen. Die overheid is in beginsel de bestendige deputatie. De bepaling is echter wat de gemeenten van de Brusselse agglomeratie betreft stilzwijgend gewijzigd bij artikel 56, § 1, van de wet van 26 juli 1971, die als toezichthoudende overheid de Koning aanwijst (1). Zij kan alleen wat de gemeenten aangaat die niet onder de bijzondere wet vallen door de nationale wetgever worden gewijzigd.

Dat de inleidende zin van artikel 77 in de door de Raad van State voorgestelde tekst ongewijzigd wordt gelaten, is dus bedoeld om de toepassing van artikel 94 van de bijzondere wet mogelijk te maken en betekent bijgevolg dat de bevoegdheid van de bestendige deputatie behouden blijft zolang de Gewestraden niet voor hun respectief Gewest een andere overheid hebben aangewezen die met het bewuste toezicht is belast.

Het tweede lid van artikel 77 vaardigt een procedure-regel uit : het instellen van beroep bij de Koning tegen een weigering van goedkeuring. Dat lid is met betrekking tot de gemeenten van de Brusselse agglomeratie stilzwijgend opgeheven bij artikel 56, § 1, van de wet van 26 juli 1971. Het kan alleen ten aanzien van de gemeenten bedoeld in de artikelen 7 en 8 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 door de nationale wetgever worden gewijzigd.

Dezelfde opmerking geldt voor de leden 3 tot 6 van het bewuste artikel.

.../...

-----

- (1) Artikel 95, 1°, van de wet van 26 juli 1971 draagt de Koning op om, bij in de Ministerraad overlegde koninklijke besluiten die ter bekrachtiging voorgelegd moeten worden, de wetteksten welke door de wet van 26 juli 1971 worden gewijzigd met die laatste in overeenstemming te brengen. De Regering heeft van die machtiging geen gebruik gemaakt.

Blijkens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar, ligt het niet in de bedoeling van de Regering de goedkeuringsprocedure voor begrotingen en rekeningen alleen voor die gemeenten waarvoor de nationale wetgever bevoegd is te vereenvoudigen door afschaffing van het tweede toezichtsniveau.

Gelet op hetgeen voorafgaat en met voorbehoud voor het nieuwe artikel 76, 3°, van de gemeentewet zoals het volgens de tekst van het ontwerp luidt, zouden de artikelen 1 en 2 van het ontwerp kunnen worden geformuleerd zoals wordt voorgesteld in de artikelen 2 en 3 van de hiernavolgende tekst.

D. Het nieuwe artikel 76, 3°, van de gemeentewet, zoals het in de ontworpen tekst luidt, eist goedkeuring door de toezichthoudende overheid voor : "3° de personeelsformaties als ook de voorwaarden van aanwerving, bevordering en bezoldiging van het gemeentepersoneel". Die bepaling moet in verband worden gebracht met het ontworpen artikel 5 dat het tweede, het derde en het vierde lid van artikel 84, § 1, van de gemeentewet opheft.

Die aangelegenheden worden thans geregeld door bepalingen die verspreid liggen over verschillende teksten.

1° Artikel 84, § 1, tweede tot vijfde lid, van de gemeentewet betreft de goedkeuring van de personeelsformaties. Die leden luiden als volgt :

"Onverminderd de bepalingen van artikel 56 van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, worden de beslissingen betreffende de vaststelling van de kaders onderworpen aan de goedkeuring :

.../...

- 1° van de Koning, voor de gemeenten die, blijkens de jongste algemene telling, meer dan 20.000 inwoners tellen of die, bij toepassing van artikel 130, zijn ingedeeld bij een klasse van gemeenten met meer dan 20.000 inwoners;

De Koning kan die bevoegdheid aan de Gouverneur overdragen voor de klassen van gemeenten die Hij bepaalt. Hij kan elk door de Gouverneur krachtens die bevoegdheidsoverdracht genomen besluit hervormen binnen zestig dagen te rekenen van de datum waarop bij een ter post aangetekend schrijven dat besluit ter kennis van de gemeente is gebracht. Hij kan die termijn met ten hoogste zestig dagen verlengen.

- 2° van de Gouverneur, voor de andere gemeenten;

De beslissingen waarvoor goedkeuring vereist is zijn van rechtswege uitvoerbaar indien de toezichthoudende overheid daaraan geen goedkeuring heeft onthouden binnen negentig dagen na hun ontvangst. Die termijn kan, bij een met redenen omkleed besluit, met ten hoogste negentig dagen worden verlengd.

Elk besluit houdende niet-goedkeuring moet met redenen zijn omkleed.

De besluiten van de Gouverneur worden bij uittreksel in het Bestuursmemoriaal bekendgemaakt en binnen dertig dagen bij een ter post aangetekend schrijven ter kennis van de gemeente gebracht".

Uit die bepalingen blijkt dat de personeelsformaties goedkeuring van de toezichthoudende overheid behoeven. Dat beginsel, dat in de bevoegdheidssfeer van de nationale wetgever ligt, wordt in het ontwerp gehandhaafd.

Voorts wijst de wet de overheid aan die bevoegd is tot goedkeuren en organiseert ze een goedkeuringsprocedure.

De bevoegde overheid is :

- de Koning, voor de gemeenten die tot een agglomeratie behoren;

.../...

- de Koning, voor de gemeenten met meer dan 20.000 inwoners en de daarmee gelijkgestelde gemeenten;
- de Gouverneur voor de andere gemeenten.

De procedureregels zijn, voor de gemeenten die niet tot een agglomeratie behoren, motivering van de niet-goedkeuring en bekendmaking van de goedkeuringsbesluiten van de Gouverneur (1). Wat de gemeenten betreft die deel uitmaken van een agglomeratie zijn die regels vastgesteld in artikel 56, § 4, van de wet van 26 juli 1971.

De bepalingen inzake aanwijzing van de tot goedkeuren bevoegde overheid en de goedkeuringsprocedure kunnen alleen ten aanzien van de gemeenten die niet onder de bijzondere wet vallen door de nationale wetgever worden gewijzigd.

Wat het aanwijzen betreft van de overheid die tot goedkeuren bevoegd is, zijn bij het ontwerp dezelfde opmerkingen te maken als bij de bepalingen omtrent begrotingen en rekeningen. De nationale wetgever is alleen bevoegd voor de gemeenten die niet onderworpen zijn aan de bijzondere wet. Opheffing van de leden 2 tot 4 (lees : tot 5) van artikel 84, § 1, van de gemeentewet zou tot gevolg hebben dat de bevoegdheid van de Koning voor de gemeenten die deel uitmaken van de Brusselse agglomeratie behouden blijft en dat in het ongewisse wordt gelaten welke toezichthoudende overheid de personeelsformaties dient goed te keuren van de gemeenten die zijn opgesomd in de artikelen 7 en 8 van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten. Ingevolge de bijzondere wet heeft de nationale wetgever geen bevoegdheid voor de andere gemeenten.

.../...

-----  
(1) De bekendmaking van koninklijke besluiten wordt geregeld bij artikel 56, § 1, vierde en vijfde lid, van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten.

Wat de procedure aangaat en voor de gemeenten die niet onderworpen zijn aan de bijzondere wet, zou het ontwerp meebrengen dat iedere procedure van onthouding van goedkeuring vervalt; het zou aldus ingaan tegen de in de meest recente wetgeving waarneembare strekking motivering voor te schrijven voor de besluiten waarbij goedkeuring wordt onthouden (gemeentewet, artikel 84; wet van 14 februari 1961, artikel 71, § 1, derde lid; wet van 26 juli 1971, artikel 56, § 4; wet van 8 juli 1976, artikel 110).

Het spreekt vanzelf dat de nationale wetgever niet bevoegd is om de procedureregels te wijzigen ten aanzien van de gemeenten die onderworpen zijn aan de bijzondere wet.

Uit het vorenstaande blijkt dat artikel 84, § 1, van de gemeentewet alleen dan gewijzigd moet worden wanneer de Regering voornemens is dat te doen wat betreft de bevoegde toezichthoudende overheid en de goedkeuringsprocedure voor die gemeenten waarvoor de nationale wetgever bevoegd is.

2° De goedkeuring van de bezoldigingsvoorwaarden wordt inzonderheid door de volgende bepalingen geregeld :

- Wet van 14 februari 1961, artikel 71, § 1.

"De bezoldigingsregeling en de weddeschalen van het personeel der provincies en gemeenten, met uitzondering van de personeelsleden, bedoeld bij de wet van 3 juni 1957 tot wijziging der gemeentewet of bij de wet van 29 mei 1959, tot wijziging van de wetgeving betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal, technisch en kunstonderwijs, worden vastgesteld door de provincie- of de gemeenteraad binnen de grenzen van de door de Koning vastgestelde algemene bepalingen.

.../...

Zij worden onder meer vastgesteld naar gelang van de belangrijkheid der ambtsopdrachten, de graad van verantwoordelijkheid en de vereiste algemene en vakbekwaamheid en rekening houdend met de plaats welke de personeelsleden in de hiërarchie van de provincie- of gemeenteadministratie bekleden.

De beslissingen van de provinciale raden met betrekking tot de vaststelling van de bezoldigingsregelingen en de weddeschalen van het bij deze paragraaf bedoelde personeel zijn aan de goedkeuring van de Koning onderworpen; deze van de gemeenteraden zijn aan de goedkeuring van de Gouverneur onderworpen. Iedere beslissing houdende niet-goedkeuring moet met redenen zijn omkleed".

- Gemeentewet, artikel 111, § 1, inleidende zin.

"De gemeenteraad bepaalt de weddeschaal van de secretaris onder goedkeuring van de provinciegouverneur, binnen de hierna gestelde minimum- en maximumgrenzen : ...".

- Gemeentewet, artikel 122, eerste lid.

"De gemeenteraad stelt de weddeschaal van de ontvanger vast onder goedkeuring van de Gouverneur".

- Gemeentewet, artikel 127bis, § 1.

"De wedde van de commissarissen van politie en van hun adjuncten wordt door de gemeenteraad vastgesteld met goedkeuring van de provinciegouverneur".

In al die bepalingen zijn die welke het optreden van de gemeenteraad voorschrijven alleen dienstig wanneer zij stilzwijgend iedere delegatie verbieden. Artikel 75, eerste lid, van de gemeentewet stelt immers : "de gemeenteraad regelt alles wat van gemeentelijk belang is". Nodig zijn in alle geval die bepalingen

.../...

welke de besluiten van de gemeenteraad onderwerpen aan de goedkeuring van de Gouverneur. In die mate zijn ze stilzwijgend gewijzigd bij artikel 56, § 1, van de wet van 26 juli 1971 dat, voor de gemeenten die tot een agglomeratie behoren, de goedkeuring van de Gouverneur door die van de Koning vervangt.

De enige procedureregels die de wet van 14 februari 1961 en de wet van 26 juli 1971 gemeen hebben is die welke motivering voorschrijft voor de besluiten waarbij goedkeuring wordt onthouden.

Het ontwerp, dat zowel artikel 71 van de wet van 14 februari 1961 als de artikelen 111, § 1, 122, eerste lid, en 127bis, § 1, van de gemeentewet ongemoeid laat, brengt in die omstandigheden dan ook geen wijziging in de vigerende wetgeving met betrekking tot de goedkeuring van de besluiten aangaande de voorwaarden inzake bezoldiging van het gemeentepersoneel.

Vandaar dat in artikel 76, 3°, van de gemeentewet, zoals het te voorschijn zou komen uit artikel 1 van het ontwerp, de woorden "en bezoldiging" weggelaten moeten worden. Maar het is ook nodig artikel 71, § 1, van de wet van 14 februari 1961 aan te vullen met een bepaling die het derde lid in overeenstemming brengt met artikel 56 van de wet van 26 juli 1971. Dat is het doel van artikel 26 van de voorgestelde tekst.

3° In zover het ontwerp de voorwaarden voor aanwerving en bevordering van het gemeentepersoneel afhankelijk maakt van de goedkeuring van de toezichthoudende overheid, voert het

.../...

een nieuwe categorie van aan goedkeuring onderworpen handelingen in. In die mate behoort het tot de bevoegdheid van de nationale wetgever. Het allermeeeste wat de Raad van State hier vermag te doen is aan te tonen dat de door de wet van 14 februari 1961 voorgeschreven goedkeuring van die handelingen bij de wet van 27 juli 1961 is afgeschaft. Die wet heeft immers artikel 84, § 1, van de gemeentewet gewijzigd en de gemeenteraad alleen "binnen de perken van de door de Koning vastgestelde algemene bepalingen" de bevoegdheid gelaten om de voorwaarden inzake aanwerving en bevordering, en trouwens ook de personeelsformaties te bepalen. De Koning heeft van die machtiging slechts gedeeltelijk gebruik gemaakt (1).

Voor het overige zij hier herinnerd aan de reeds eerder gemaakte opmerking dat de bepaling onwerkzaam dreigt te zijn ten aanzien van de gemeenten die onder de bijzondere wet vallen : de nationale wetgever vermag alleen het beginsel van goedkeuring te bepalen. Ten aanzien van de gemeenten waarvoor de nationale wetgever bevoegd is, staat het deze vrij om artikel 84, § 1, van de gemeentewet aan te vullen met een bepaling waarin de overheid die haar goedkeuring moet verlenen wordt aangewezen en de goedkeuringsprocedure wordt vastgesteld (artikel 6 van de voorgestelde tekst).

.../...

-----  
(1) Koninklijke besluiten van 20 juli 1976 (gemeentesecretaris, adjunct-gemeentesecretaris en gemeenteontvanger), 2 april 1979 (politieagent) en 13 september 1979 (hoofdvelddwachter).

Artikelen 3 en 4.

Die artikelen vervangen door één artikel een aantal bepalingen die thans in de artikelen 81 en 82 van de gemeentewet staan.

A. Het eerste lid neemt het huidige artikel 81, eerste lid, over. Doel van de nieuwe bepaling is het afschaffen van het goedkeuringstoezicht op de besluiten waarbij de gemeenteraad de voorwaarden bepaalt voor huur of pacht en voor elk ander gebruik van de opbrengsten en inkomsten van de eigendommen van de gemeente. Alleen de bepaling die de bevoegdheid van de gemeenteraad bevestigt blijft bestaan.

De bevoegdheid van de gemeenteraad behoort in dezen, krachtens artikel 75, eerste lid, tot het gemeen recht.

De bepaling heeft slechts nut wanneer de wetgever de aangelegenheid die erdoor wordt geregeld, uitsluitend voor de gemeenteraad wil bestemmen, en dus iedere delegatie aan het college van burgemeester en schepenen wil verbieden (artikel 4 van de voorgestelde tekst).

B. Om dezelfde reden dient het nieuwe artikel 81, tweede lid, dat de eerste volzin van artikel 82 overneemt, te worden behouden. Dat lid moet zo worden verstaan dat alleen de gemeenteraad bevoegd is om de huurders of pachters van de gemeente de kwijtschelding te verlenen waarop zij ingevolge de wet of krachtens hun contract aanspraak kunnen maken.

Bij gebrek aan een uitdrukkelijke tekst zou het niet vanzelfsprekend zijn dat de gemeenteraad een dergelijke bevoegdheid bezit. Men zou kunnen aanvoeren dat het gaat om een bevoegdheid tot het uitvoeren van wetten of contracten die krachtens artikel 90 van de gemeentewet is toegekend aan het college van burgemeester en schepenen of aan de burgemeester, naar gelang van het geval.

.../...

De eerste volzin van het huidige artikel 82 voorziet niet in een speciaal goedkeuringstoezicht voor het besluit van de gemeenteraad.

C. De tweede volzin van het thans geldende artikel 82 luidt :

"... betreft het echter kwijtscheldingen aangevraagd op grond van billijkheid en niet bepaald bij de wet of het contract, dan kan de raad ze niet verlenen dan met goedkeuring van de Koning, wanneer het een gemeente betreft die deel uitmaakt van een agglomeratie, of van de bestendige deputatie, wanneer het een andere gemeente betreft".

Een zodanige bepaling heeft een tweeledige betekenis. Enerzijds legt ze voor de gemeenteraad een welomschreven bevoegdheid weg; anderzijds onderwerpt ze de desbetreffende raadsbesluiten aan een speciaal goedkeuringstoezicht.

Op de afschaffing van het goedkeuringstoezicht is niets aan te merken.

De opheffing van de bepaling omtrent de bevoegdheid van de gemeenteraad dreigt, in combinatie met het behoud van de eerste volzin van het thans geldende artikel 82, zo uitgelegd te worden dat er voor de gemeenteraad verbod ontstaat om aan de huurders of pachters de kwijtschelding te verlenen die ze op grond van billijkheid hebben aangevraagd maar die niet bepaald is bij de wet of het contract.

De verderop voorgestelde tekst (artikel 5) bestaat uit twee versies, al naar gelang de wetgever al dan niet voornemens is een dergelijk verbod uit te vaardigen.

.../...

Artikel 6.

Het thans geldende artikel 150 van de gemeentewet luidt aldus :

"Wanneer de gemeenteraad in gebreke blijft, kunnen een of meer inwoners, met machtiging van de bestendige deputatie van de provincieraad, in rechte optreden namens de gemeente, mits zij onder zekerheidstelling aanbieden om persoonlijk de kosten van het geding te dragen en in te staan voor de veroordelingen die mochten worden uitgesproken.

De gemeente kan ten aanzien van het geding geen dading treffen zonder medewerking van de inwoner of de inwoners die het geding in haar naam hebben gevoerd.

De bestendige deputatie oordeelt of de zekerheid toereikend is. In geval van weigering staat beroep open bij de Koning".

Het ontwerp wil dat artikel als volgt wijzigen :

- a) in het eerste lid worden de woorden "de gemeenteraad" vervangen door de woorden "het college van burgemeester en schepenen";
- b) in hetzelfde lid worden de woorden "met machtiging van de bestendige deputatie van de provincieraad" geschrapt;
- c) het derde en het vierde lid worden opgeheven.

De wijziging sub a) brengt artikel 150 in overeenstemming met artikel 148 van de gemeentewet. Zij geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

Het is daarentegen de vraag of de twee andere wijzigingen, waaromtrent de memorie van toelichting geen speciale verantwoording verstrekt, niet aan een verwarring te wijten zijn en of ze geen moeilijkheden dreigen te doen ontstaan.

1. De machtiging die de bestendige deputatie van de provincieraad thans moet verlenen opdat een of meer inwoners van de gemeente ontvankelijk zijn om namens haar in rechte op te treden wanneer de bevoegde gemeentelijke overheid in gebreke blijft, behoort niet tot het uitoefenen van toezicht op handelingen van de gemeente. Zij beoogt, samen met de eis van zekerheidstelling, roekeloze gedingen te voorkomen en de gemeenten tegen de gevolgen ervan te beveiligen (1). Het afschaffen van die machtiging heeft dus niets uit te staan met de algemene opzet van de Regering het administratieve toezicht te "verlichten".

2. De eis van zekerheidstelling wordt door het ontwerp terecht gehandhaafd maar de bestendige deputatie oordeelt niet langer of de zekerheid toereikend is. Wie zal er dan wel over oordelen ? Aangezien de zekerheid, zoals zoëven is opgemerkt, moet dienen om de gemeente te vrijwaren voor de gevolgen van roekeloze gedingen die door een of meer inwoners worden aangespannen, is het niet goed denkbaar dat het rechtscollege waarbij de zaak aanhangig is of zal zijn, zelf uitspraak zou doen over het al dan niet toereikende van die zekerheid, want het zou er op die manier toe gebracht worden al van tevoren te beslissen over de roekeloosheid van het geding en over de grootte van de schade die zou ontstaan uit de rechtsvordering of uit het beroep ingesteld op grond van artikel 150.

Er moet dan ook worden aangenomen dat de bovenbedoelde wijzigingen sub b) en c) niet aan de algemene opzet van het ontwerp beantwoorden en zodanige bezwaren zouden opleveren dat het verkieslijk is er van af te zien. Artikel 24 van de voorgestelde tekst is in die zin geredigeerd.

.../...

-----

(1) R.P.D.B., v° "Commune", nr 273, met citaat BERNIMOLIN, "Les institutions provinciales et communales de la Belgique", deel I, 533.

Artikel 7.

A. Dit artikel wijzigt artikel 151 van de gemeentewet op zodanige wijze dat ieder goedkeuringstoezicht daarin vervalt.

Het huidige artikel 151 regelt, in zijn leden 2 tot 5, de verdeling van de goederen over twee gemeenten die ontstaan zijn uit de oprichting van een gedeelte van een gemeente als afzonderlijke gemeente.

B. Het tweede lid stelt als beginsel dat de regeling geschiedt in onderlinge overeenstemming tussen de betrokken gemeenteraden.

C. Het derde lid bepaalt dat de desbetreffende besluiten ter goedkeuring worden voorgelegd aan de bestendige deputatie. Het gaat hier om een bepaling die een bijzonder goedkeuringstoezicht organiseert. Het ontwerp heft die bepaling op. Hierbij zijn geen opmerkingen te maken.

D. Het vierde lid bepaalt :

"Bij verschil van gevoelen tussen de gemeenteraden, benoemt de bestendige deputatie drie commissarissen met opdracht de geschillen te regelen onder haar goedkeuring en behoudens beroep bij de Koning".

Ervan uitgaande dat die bepaling een bijzonder goedkeuringstoezicht organiseert, bedoelt het ontwerp de woorden "onder haar goedkeuring en behoudens beroep bij de Koning" daarin te doen vervallen.

De bevoegdheid welke de door de bestendige deputatie benoemde commissarissen, de deputatie zelf en de Koning uitoefenen, is de bevoegdheid om de geschillen te regelen. Een zodanige bevoegdheid kan niet worden geacht deel te zijn van het

goedkeuringstoezicht met betrekking tot de gemeenteraadsbesluiten. De gemachtigde ambtenaar is het eens met die interpretatie.

Als de woorden "onder haar goedkeuring en behoudens beroep bij de Koning" werden weggelaten zou het gevolg daarvan zijn dat de drie door de bestendige deputatie aangestelde commissarissen in laatste aanleg zouden beslissen, behoudens beroep bij de Raad van State.

De wetgever zal hebben uit te maken of artikel 7 van het ontwerp niet de gelegenheid biedt om het in artikel 151 bedoelde contentieux op een meer rationele wijze te regelen door de taak om daarin uitspraak te doen ofwel aan de bestendige deputatie ofwel aan de Raad van State op te dragen.

De hierna voorgestelde tekst stelt twee versies ter keuze van de wetgever (artikel 25 van de voorgestelde tekst).

#### Artikel 8.

Om de reeds opgegeven redenen, die ontleend zijn aan de artikelen 7 en 94 van de bijzondere wet, zou kunnen worden aangevoerd dat de gewone nationale wetgever het koninklijk besluit van 6 december 1974 alleen kan opheffen ten aanzien van de gemeenten die niet onder de bijzondere wet vallen. Als artikel 76 van de gemeentewet wordt opgeheven, wordt echter meteen dat koninklijk besluit van rechtswege opgeheven. Wetgevings-technisch verdient het aanbeveling die opheffing uitdrukkelijk vast te stellen.

Het koninklijk besluit van 6 december 1974 is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 maart 1975 en, voor de gemeenten bedoeld in de artikelen 7 en 8 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966, bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1981.

TOE TE VOEGEN BEPALINGEN.

A. Uit de memorie van toelichting blijkt dat van de in de gemeentewet ingeschreven procédés van verplicht toezicht

"... slechts de goedkeuring en de vervanging van beslissing (blijven) bestaan; enerzijds wordt de goedkeuring daarbij slechts behouden ten aanzien van de volgende categorieën van akten en handelingen : begroting, rekeningen, personeelsformaties, voorwaarden van aanwerving, bevordering en bezoldiging van het gemeentepersoneel alsook de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten; anderzijds is de hervorming op beroep slechts mogelijk in het geval bedoeld in artikel 85 van de gemeentewet, met deze omstandigheid dat zij alsdan voorkomt als een procédé van middellijke en indirecte voogdij die als zodanig mogelijk de prerogatieven van het gedecentraliseerd bestuur vrijwaart".

Er dient te worden nagegaan of de tekst van het ontwerp ten volle beantwoordt aan de aldus te kennen gegeven bedoeling.

B. Artikel 75, vierde lid, van de gemeentewet luidt als volgt :

"Alleen in de gevallen bij de wet uitdrukkelijk bepaald moeten de besluiten van de raad door de Koning of door de bestendige deputatie worden goedgekeurd".

Het ontwerp biedt de gelegenheid om deze bepaling in overeenstemming te brengen met de bijzondere wet (artikel 1 van de voorgestelde tekst).

C. De artikelen 85 en 85bis van de gemeentewet stellen geen eigenlijke procedure tot "hervorming op beroep" in, zoals de memorie van toelichting zegt, maar een goedkeurings-toezicht op twee niveaus (1). Die twee niveaus zijn, voor de personeelsleden van de gemeenten die deel uitmaken van een

.../...

-----

(1) Zie onder meer het arrest LOMBAERT, nr 13.030, van 19 juli 1968, en de noot M.-A. THOMAS in R.J.D.A., 1969, blz. 142-150.

agglomeratie, tot één, dat van de Koning, herleid (1).

Nu de Regering, volgens de memorie van toelichting, dat systeem niet wenst te wijzigen, is alleen het volgende op te merken :

- de Regering zou van de door het onderhavige ontwerp geboden gelegenheid gebruik moeten maken om de artikelen 85 en 85bis in overeenstemming te brengen met de wet van 26 juli 1971. Zij kan dat alleen doen ten aanzien van de gemeenten van de Brusselse agglomeratie (artikel 7 van de voorgestelde tekst);
- iedere wijziging van de artikelen 85 en 85bis die niet slaat op de bepalingen die de gemeenteraadsbesluiten aan goedkeuring onderwerpen, zou voor de gemeenten die onder de bijzondere wet vallen, tot de bevoegdheid van de Gewestraden behoren.

D. Artikel 88 regelt de gevallen waarin de toezicht-houdende overheid een bijzondere commissaris ter plaatse kan zenden, alsook de procedure welke die overheid daarbij moet volgen. Het betreft een procédé van facultatief toezicht (vervangend optreden), waarvan de memorie van toelichting niet spreekt en waarin het ontwerp en dus ook de voorgestelde tekst niet voorziet.

E. Artikel 90, 7°, eist goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad wanneer de vaststelling van de rooilijnen door het college van burgemeester en schepenen inlijving of afstand van percelen grond noodzakelijk maakt.

Die goedkeuring is een uitvloeisel van artikel 76, 1°. Logischerwijs zou zij moeten vervallen. Volgens de gemachtigde ambtenaar is zij reeds stilzwijgend opgeheven door de wet

.../...

-----  
(1) Arresten Doyen, nr 17.047, van 29 mei 1975; Delpechin, nr 17.101, van 26 juni 1975; Gemeente Schaarbeek, nr 17.137, van 15 juli 1975, en Berodes, nr 17.499, van 11 maart 1976.

van 29 maart 1962, gewijzigd door de wet van 22 december 1970. Hoe dan ook, het is wenselijk ze uitdrukkelijk op te heffen (artikel 8 van de voorgestelde tekst).

F. Artikel 93, vierde en vijfde lid, organiseert een bijzonder goedkeuringstoezicht voor de besluiten tot vermindering van het aantal betrekkingen bij de burgerlijke stand en van de aan elk ervan verbonden wedde.

Nu de goedkeuring van de besluiten tot vaststelling van de personeelsformaties en de bezoldigingen wordt gehandhaafd, moeten ook deze bepalingen in stand worden gehouden; zij moeten evenwel worden aangevuld met een bepaling waardoor ze in overeenstemming worden gebracht met de wet van 26 juli 1971 (artikel 9 van de voorgestelde tekst).

G. Het bijzonder goedkeuringstoezicht met betrekking tot de besluiten die aan het personeel tuchtstraffen opleggen, moet worden gehandhaafd om de redenen die zijn opgeheven in verband met de artikelen 85 en 85bis. De bepalingen waarin dat toezicht is georganiseerd, zijn de artikelen 109, 114bis, 125, vierde lid, 127ter en 129, § 3, tweede lid.

H. Luidens artikel 116, eerste lid, van de gemeentewet is goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad vereist voor het bedrag en de aard van de zekerheid die de plaatselijke gemeenteontvanger moet stellen.

Volgens hetgeen in de memorie van toelichting wordt gezegd, moet dit bijzonder goedkeuringstoezicht worden opgeheven. Die opheffing kan trouwens zonder bezwaar geschieden daar enerzijds artikel 115 de Koning belast met het bepalen van het minimum- en het maximumbedrag van de zekerheid en, anderzijds, het koninklijk besluit van 23 december 1976 die bedragen heeft vastgesteld aan de hand van het bevolkingscijfer van de gemeente (artikel 13 van de voorgestelde tekst).

I. Artikel 124 van de gemeentewet organiseert een verplicht toezicht dat bestaat in een vervangend optreden ingeval de gemeenteraad nalaat een lijst van kandidaten voor te dragen voor een betrekking van politiecommissaris : de lijst wordt dan opgemaakt door de bestendige deputatie. In de geest van de memorie van toelichting zou een zodanig toezichtsprocédé moeten vervallen. Toch lijkt de Regering het, wat dit artikel betreft, zo niet te bedoelen; de gemachtigde ambtenaar heeft zich daarover niet met stelligheid uitgesproken.

Geeft de wetgever er de voorkeur aan het artikel in stand te houden, dan zou het aangevuld moeten worden voor de gemeenten die deel uitmaken van de Brusselse agglomeratie.

De voorgestelde tekst laat de wetgever de keuze uit twee versies (artikel 15 van de voorgestelde tekst).

J. Artikel 125, eerste lid, van de gemeentewet, gewijzigd bij artikel 6 van de wet van 30 januari 1924, bepaalt :

"De thans bestaande betrekkingen van commissaris van politie kunnen niet worden opgeheven dan met machtiging van de Koning".

Uit de memorie van toelichting blijkt dat een zodanige bepaling, die een verplicht toezicht instelt, moet worden opgeheven. De gemachtigde ambtenaar heeft met die opheffing ingestemd.

Artikel 85bis vrijwaart overigens de belangen van de titularissen wier betrekking zou kunnen worden opgeheven.

Voorts moet artikel 125 in overeenstemming worden gebracht met de wet van 26 juli 1971. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 127quater (artikelen 16 en 17 van de voorgestelde tekst).

K. Uit de memorie van toelichting blijkt dat de in artikel 129, § 2, van de gemeentewet voorgeschreven goedkeuring door de gouverneur van de benoeming van de hoofdveldwachters, moet vervallen.

Hetzelfde geldt, in artikel 129, § 3, tweede lid, voor de goedkeuring van de schorsing van de hoofdveldwachters en veldwachters.

De gemachtigde ambtenaar heeft met deze twee opmerkingen ingestemd (artikel 18 van de voorgestelde tekst).

L. Artikel 132 van de gemeentewet moet in overeenstemming worden gebracht met de wet van 26 juli 1971 (artikel 19 van de voorgestelde tekst).

M. Artikel 133 van de gemeentewet stelt een verplicht toezicht met vervangend optreden in, dat bestaat in het ambts-halve uittrekken op de gemeentebegroting van het bedrag dat vereist is voor de verplichte uitgaven. In de geest van de memorie van toelichting zou een zodanige bepaling moeten worden opgeheven. De gemachtigde ambtenaar heeft zich echter niet formeel uitgesproken over het handhaven van dat toezicht.

Oordeelt de Regering dat het wel gehandhaafd moet worden, dan moet de desbetreffende bepaling in overeenstemming worden gebracht met de wet van 26 juli 1971.

De hierna voorgestelde tekst laat de wetgever dan ook de keuze tussen twee versies (artikel 20 van de voorgestelde tekst).

N. De artikelen 135, tweede lid, 141, eerste, derde en vierde lid, 142, eerste lid, 143, 144, eerste, tweede en vijfde lid, 145 en 147, eerste lid, moeten alleen naar de vorm worden gewijzigd; die wijzigingen volgen uit die welke worden aangebracht in artikel 77 (artikelen 21 en 22 van de voorgestelde tekst).

O. Artikel 147quater van de gemeentewet voorziet in een bijzonder machtigingstoezicht dat volgens de memorie van toelichting moet vervallen. De gemachtigde ambtenaar heeft daarmee ingestemd (artikel 23 van de voorgestelde tekst).

#### Artikel 9.

Artikel 9 van het ontwerp machtigt de Koning om de teksten van de wetten die door de ontwerp-wet impliciet gewijzigd zullen worden, met die ontwerp-wet in overeenstemming te brengen.

Het betreft hier een bepaling die haar nut kan hebben voor het geval dat de eraan voorafgaande artikelen en de artikelen welke de Raad van State voorstelt aan het ontwerp toe te voegen, er niet mochten in geslaagd zijn de gehele wetgeving met de bedoeling van de Regering in overeenstemming te brengen.

De bepaling moet behouden blijven maar zij zou verduidelijkt moeten worden in die zin dat de Koning zou worden gemachtigd tot het opheffen van iedere bepaling die nog mocht blijven bestaan ondanks de passus uit de memorie van toelichting die hiervoren in verband met de "toe te voegen bepalingen" onder A. is aangehaald. De gemachtigde ambtenaar heeft met die oplossing ingestemd.

+

#### VOORGESTELDE TEKST.

##### "Artikel 1.-

In artikel 75, vierde lid, van de gemeentewet worden de woorden "door de Koning of door de bestendige deputatie" vervangen door de woorden "door de toezichthoudende overheid".

.../...

Artikel 2.-

Artikel 76 van de gemeentewet wordt opgeheven.

Artikel 3.-

In artikel 77 van de gemeentewet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 1°, het 2°, het 3°, het 5° en het 6° worden opgeheven;

2° tussen het eerste lid en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

"Ten aanzien van de gemeenten die deel uitmaken van de Brusselse agglomeratie worden de in het eerste lid aan de bestendige deputatie toegekende bevoegdheden uitgeoefend door de Koning".

Artikel 4.-

In artikel 81 van de gemeentewet worden het tweede en het derde lid opgeheven.

Artikel 5.-

Artikel 82 van de gemeentewet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 82.

- (eerste versie) : De gemeenteraad verleent, in voorkomend geval, aan de huurders of pachters van de gemeente de kwijtschelding welke zij vragen, hetzij zij daarop aanspraak kunnen maken ingevolge de wet of krachtens hun contract, hetzij zij die aanvragen op grond van billijkheid.
- (tweede versie) : De gemeenteraad kan aan de huurders of pachters van de gemeente geen andere kwijtschelding verlenen dan die waarop zij aanspraak kunnen maken ingevolge de wet of krachtens hun contract".

.../...

Artikel 6.-

Artikel 84, § 1, van de gemeentewet wordt aangevuld met het volgende lid :

"In de gemeenten die niet onderworpen zijn aan de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zijn de leden 2 tot 5 van toepassing op de besluiten van de gemeenteraad die de voorwaarden voor de werving en de bevordering van het gemeentepersoneel bepalen. In de gemeenten die aan de genoemde wet onderworpen zijn worden de desbetreffende besluiten van de gemeenteraad goedgekeurd door de overheid en volgens de procedure die bepaald worden overeenkomstig die wet".

Artikel 7.-

Een artikel 85ter, luidend als volgt, wordt in de gemeentewet ingevoegd :

"Artikel 85ter. In de gemeenten van de Brusselse agglomeratie worden de in artikel 85, tweede lid, en in artikel 85bis, eerste lid, aan de bestendige deputatie toegekende bevoegdheden uitgeoefend door de Koning.

Artikel 85, derde lid, en artikel 85bis, tweede lid, zijn niet van toepassing in die gemeenten".

Artikel 8.-

Artikel 90, 7°, tweede lid, van de gemeentewet wordt opgeheven.

Artikel 9.-

Artikel 93 van de gemeentewet wordt aangevuld met het volgende lid :

.../...

"In de gemeenten van de Brusselse agglomeratie worden de in het vierde lid aan de bestendige deputatie toegekende bevoegdheden uitgeoefend door de Koning; het vijfde lid is er niet van toepassing".

#### Artikel 10.-

Artikel 109 van de gemeentewet wordt aangevuld met het volgende lid :

"In afwijking van de leden 3, 5, 6, 7 en 8, behoeft in de gemeenten die deel uitmaken van de Brusselse agglomeratie, elk besluit dat de gemeentesecretaris schorst of afzet of hem de periodieke weddeverhogingen weigert, de goedkeuring van de Koning".

#### Artikel 11.-

In de inleidende volzin van artikel 111, § 1, van de gemeentewet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de woorden "van de Koning, voor de gemeenten die deel uitmaken van de Brusselse agglomeratie, en" worden tussen de woorden "onder goedkeuring" en de woorden "van de provinciegouverneur" ingevoegd;
- 2° de woorden "voor de andere gemeenten" worden tussen de woorden "van de provinciegouverneur" en de woorden "binnen de hierna gestelde" ingevoegd.

#### Artikel 12.-

Artikel 114bis van de gemeentewet wordt gewijzigd als volgt :

- 1° de leden 1 tot 3 vormen paragraaf 1;
- 2° die paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

"In afwijking van de leden 1 tot 3, behoeft, in de gemeenten die deel uitmaken van de Brusselse agglomeratie,

elk besluit dat de plaatselijke ontvanger schorst of afzet, de goedkeuring van de Koning".

3° het vierde lid vormt paragraaf 2.

#### Artikel 13.-

In artikel 116, eerste lid, van de gemeentewet worden de woorden "onder goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad" geschrapt.

#### Artikel 14.-

Artikel 123 van de gemeentewet wordt aangevuld met het volgende lid :

"In de gemeenten die deel uitmaken van de Brusselse agglomeratie worden de in het vierde en het vijfde lid aan de gouverneur toegekende bevoegdheden uitgeoefend door de Koning".

#### Artikel 15.-

- (eerste versie) : Artikel 124 van de gemeentewet wordt opgeheven.
- (tweede versie) : Artikel 124 van de gemeentewet wordt aangevuld met het volgende lid :

"In afwijking van het eerste en het tweede lid, wordt de commissaris van politie, in de gemeenten die deel uitmaken van de Brusselse agglomeratie, de procureur-generaal bij het hof van beroep gehoord, benoemd door de Koning indien de gemeenteraad weigert of nalaat de kandidatenlijst voor te dragen binnen dertig dagen na de uit de briefwisseling blijkende ontvangst van een verzoek van de Minister van Binnenlandse Zaken, of indien de gemeenteraad nalaat de kandidaten die geen voldoende waarborgen geven, binnen veertien dagen op de lijst te vervangen".

Artikel 16.-

In artikel 125 van de gemeentewet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het eerste lid wordt opgeheven;
- 2° in het tweede lid, dat paragraaf 1 vormt, worden de woorden "van commissaris van politie" tussen de woorden "Geen nieuwe betrekkingen" en "kunnen worden ingesteld" ingevoegd;
- 3° het derde en het vierde lid vormen paragraaf 2;
- 4° paragraaf 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

"In de gemeenten die deel uitmaken van de Brusselse agglomeratie worden de in het eerste en het tweede lid aan de gouverneur toegekende bevoegdheden uitgeoefend door de Koning";

- 5° het vijfde lid wordt vervangen door de volgende bepaling, die paragraaf 3 van het artikel vormt :

"§ 3. De burgemeester kan de agenten van de plaatselijke politie, die niet bedoeld zijn in paragraaf 2 of in de artikelen 123 en 129, voor ten hoogste een jaar schorsen".

Artikel 17.-

Artikel 127quater van de gemeentewet wordt aangevuld met het volgende lid :

"In de gemeenten van de Brusselse agglomeratie wordt de betrokkene, wanneer de bevoegdheid om de schorsing uit te spreken bij de Koning berust, vooraf gehoord door de Minister van Binnenlandse Zaken".

Artikel 18.-

In artikel 129 van de gemeentewet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de tweede volzin van paragraaf 2 wordt opgeheven;
- 2° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden ", met goedkeuring van de gouverneur," geschrapt.

#### Artikel 19.-

In artikel 132, tweede lid, van de gemeentewet worden de woorden "of maakt een van de betrokken gemeenten deel uit van de Brusselse agglomeratie" tussen de woorden "verscheidene provincies" en de woorden ", dan beslist de Koning" ingevoegd.

#### Artikel 20.-

- (eerste versie) : Artikel 133 van de gemeentewet wordt opgeheven.
- (tweede versie) : In artikel 133 van de gemeentewet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het eerste en het tweede lid vormen paragraaf 1;
- 2° die paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

"In de gemeenten die deel uitmaken van de Brusselse agglomeratie worden de in het eerste lid aan de bestendige deputatie toegekende bevoegdheden uitgeoefend door de Koning; het tweede lid is er niet van toepassing";

- 3° het derde en het vierde lid vormen paragraaf 2;
- 4° die paragraaf 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

"In de gemeenten die deel uitmaken van de Brusselse agglomeratie worden de in het eerste lid aan de bestendige deputatie toegekende bevoegdheden uitgeoefend door de Koning; het tweede lid is er niet van toepassing".

Artikel 21.-

In artikel 135, tweede lid, in artikel 142, eerste lid, in artikel 143, in artikel 144, eerste, tweede en vijfde lid, in artikel 145 en in artikel 147, eerste lid, worden de woorden "de bestendige deputatie", respectievelijk de woorden "de bestendige deputatie van de provincieraad", vervangen door de woorden "de toezichthoudende overheid".

Artikel 22.-

In artikel 141 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste en het vierde lid worden de woorden "de bestendige deputatie van de provincieraad", respectievelijk de woorden "de bestendige deputatie", vervangen door de woorden "de toezichthoudende overheid";
- 2° in het derde lid worden de woorden "door de bestendige deputatie of door de Koning" vervangen door de woorden "door de toezichthoudende overheid".

Artikel 23.-

In artikel 147quater van de gemeentewet worden de woorden ", met machtiging van de bestendige deputatie van de provincieraad," geschrapt.

Artikel 24.-

In artikel 150, eerste lid, van de gemeentewet worden de woorden "de gemeenteraad" vervangen door de woorden "het college van burgemeester en schepenen".

Artikel 25.-

In artikel 151 van de gemeentewet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het derde lid wordt opgeheven;
- 2° - (eerste versie) : in het vierde lid worden de woorden "benoemt de bestendige deputatie drie commissarissen met opdracht de geschillen te regelen onder haar goedkeuring

en behoudens beroep bij de Koning" vervangen door de woorden "beslist de bestendige deputatie".

- (tweede versie) : het vierde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Bij verschil van gevoelen tussen de gemeenteraden, wordt het geschil beslecht door de Raad van State" (1).

#### Artikel 26.-

Artikel 71, § 1, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel wordt aangevuld met het volgende lid :

"In de gemeenten die deel uitmaken van de Brusselse agglomeratie worden de in het derde lid aan de gouverneur toegekende bevoegdheden uitgeoefend door de Koning".

#### Artikel 27.-

Het koninklijk besluit van 6 december 1974 waarbij aan de provinciegouverneur de uitoefening wordt opgedragen van sommige machten welke aan de Koning zijn verleend bij artikel 76 van de gemeentewet, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 maart 1975 en 12 augustus 1981, wordt opgeheven.

#### Artikel 28.-

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegde besluiten, de tekst van de wetten die door deze wet stilzwijgend worden gewijzigd, met deze wet in overeenstemming brengen. Hij kan met name, in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de nationale wetgever behoren, ieder procédé van verplicht toezicht dat door deze wet niet uitdrukkelijk in stand wordt gehouden, opheffen.

.../...

-----

- (1) In dit geval zou het ontwerp moeten worden aangevuld met het volgende artikel :

"Artikel ... Artikel 16 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

"5° de geschillen bedoeld in artikel 151, derde lid, van de gemeentewet".

Bij de Wetgevende Kamers zal, tijdens de zitting, indien zij vergaderd zijn, zoniet bij het begin van hun eerstkomende zitting, een ontwerp van wet worden ingediend ter bekrachtiging van de in het eerste lid bedoelde koninklijke besluiten.

Artikel 29.-

Deze wet treedt in werking op 1 januari 1983".

-----

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,  
de Heren :

Ch. HUBERLANT,  
P. FINCOEUR,

R. PIRSON,

L. MATRAY,

Madame : M. VAN GERREWEY,  
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. DUMONT, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,  
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

assesseurs de la  
section de législation,  
assessoren van de  
afdeling wetgeving,

greffier assumé,  
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. DUMONT, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.